



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE  
ECONOMIQUE DANS LES PAYS  
DE L'UEMOA A FIN MAI 2020**

Juillet 2020



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE  
L'UEMOA A FIN MAI 2020**

---

**Juillet 2020**

---

## SOMMAIRE

---

	<b>Pages</b>
<b>PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE</b>	<b>3</b>
<b>I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>5</b>
1.1. Activité économique dans le monde	5
1.2. Actions des banques centrales	6
1.3. Marchés des matières premières	7
1.4. Marchés financiers mondiaux	9
<b>II. ACTIVITÉS ECONOMIQUES DANS L'UEMOA</b>	<b>12</b>
2.1. Production de biens et services	12
2.2 . Inflation	16
<b>III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE</b>	<b>17</b>
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	17
3.2. Taux d'intérêt débiteurs	18
3.3. Liquidité bancaire	19
3.4. Situation monétaire	20
<b>IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA</b>	<b>23</b>
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	23
4.2. Marché des titres de la dette publique	23
<b>V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA</b>	<b>25</b>
5.1. Environnement international	25
5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA	30
5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union	32
5.4. Perspectives d'inflation	33
<b>ANNEXES STATISTIQUES</b>	<b>35</b>

---

---

## PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

### 1- Évolution récente

L'activité économique mondiale a amorcé la reprise, avec la levée progressive des mesures de confinement par plusieurs économies de la planète. En outre, les soutiens budgétaire et monétaire, mis en place par les Etats et les banques centrales, ont redonné de la confiance aux consommateurs et entreprises. Aux États-Unis, la croissance de l'activité économique s'est redressée, en raison de l'augmentation des dépenses de consommation et de la production industrielle. Dans la zone euro, les activités économiques ont repris de la vigueur, comme en témoigne la bonne tenue de la demande intérieure et le regain de dynamisme du secteur privé. L'économie britannique a connu une hausse modeste en mai 2020. Au Japon, l'activité économique continue sur sa tendance baissière, en lien avec les bas niveaux de la consommation des ménages, des exportations et des investissements. Au niveau des pays émergents, l'activité économique a entamé un début de redressement, avec l'ouverture des économies à travers le monde et les mesures de relance mises en oeuvre pour contenir les effets de la crise sanitaire. En particulier, en Chine, la production industrielle est en hausse pour un deuxième mois consécutif et le produit intérieur brut augmente de 3,2% au deuxième trimestre 2020. Dans ce contexte, les banques centrales ont maintenu, voire renforcé, l'orientation accommodante de leur politique monétaire pour contenir l'impact économique de Covid-19 et asseoir les conditions d'une reprise solide après ce choc sans précédent. Les actions ont été orientées vers la réduction du coût de crédit au secteur réel, via les achats de titres publics et privés.

Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union ont rompu avec la tendance baissière durant la période sous revue, du fait du regain de la demande, avec le déconfinement dans de nombreux pays à travers le monde, la reprise de l'activité industrielle en Chine et la bonne tenue des marchés financiers. De même, les cours des produits alimentaires importés ont augmenté, soutenus par le déficit hydrique en Europe et la bonne tenue de la demande. Les marchés financiers mondiaux ont renforcé au cours du mois de mai 2020 leur profil haussier, dans un contexte marqué par la levée progressive des mesures de confinement et les avancées dans le développement d'un vaccin contre la Covid-19. La monnaie européenne s'est appréciée à l'égard des principales monnaies étrangères, notamment celles des pays avancés (Etats-Unis, Suisse, Royaume-Uni, etc.), en relation avec la perspective de la mise en oeuvre d'un plan européen de relance. Au niveau de l'Afrique de l'Ouest, le franc CFA s'est renforcé par rapport aux monnaies des autres pays de la région.

Au niveau de l'UEMOA, les indicateurs récents de la conjoncture font ressortir un début du ralentissement du profil baissier de l'activité économique, suite à l'assouplissement des mesures de restrictions prises par les Etats pour contenir la propagation de Covid-19, ainsi que des retombées des efforts de soutien des Etats et de la BCEAO. Quant à l'inflation, elle a poursuivi sa tendance haussière dans les pays de l'Union, tirée essentiellement par l'accroissement des prix des produits alimentaires. Au plan de la conjoncture monétaire et financière de l'UEMOA, les taux d'intérêt sur le marché monétaire ont fortement baissé, de même que les tensions de trésorerie au niveau des banques, dans un contexte de mise en oeuvre des mesures exceptionnelles prises par la BCEAO pour contenir les effets de Covid-19 sur les économies de l'Union. La liquidité propre des banques s'est toutefois dégradée, avec la forte sollicitation des Etats et la hausse des importations. La masse monétaire s'est renforcée, avec la bonne tenue des créances des institutions de dépôt sur

---

les secteurs résidents et des actifs extérieurs nets. Cette dynamique a permis de stabiliser les réserves de l'Union à un niveau supérieur à 6,0 mois d'importations des biens et services, pour le troisième mois consécutif, et de réduire le coût du crédit. Quant au taux de couverture de l'émission monétaire, il s'est établi à 75,3%, après 79,8% le mois précédent.

## **2- Perspectives**

L'activité économique mondiale redémarrera avec la levée progressive des mesures de confinement dans plusieurs pays du monde. Les avancées en termes de vaccins et de traitements pourraient renforcer la confiance et l'activité économique. Toutefois, une deuxième vague du virus à grande échelle dans le monde, les valorisations tendues des actifs, la volatilité des cours des produits de base, la montée du protectionnisme et l'instabilité politique constituent autant de risques baissiers, qui pourraient être à l'origine de nouvelles perturbations de l'activité économique. Dans ces conditions, les Etats et les banques centrales continueraient à utiliser tous les instruments à leur disposition pour protéger les vies, les emplois et les revenus des populations. A cet effet, la plupart des institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, OCDE, etc.) ont confirmé la baisse attendue de l'économie mondiale en 2020, suivie d'une reprise à partir de 2021.

Au plan interne, sur le deuxième trimestre 2020, l'activité économique enregistrerait une dynamique morose. L'ensemble des secteurs seraient concernés, malgré la reprise amorcée au niveau de la plupart des pays partenaires commerciaux de l'Union. Les économies de l'UEMOA seraient tirées à la baisse par le reflux de la demande intérieure, ainsi que la lente reprise de certaines activités (transports, tourisme, etc.), du fait des retombées de la pandémie de Covid-19. Cette tendance pourrait être accentuée par la dégradation du climat sécuritaire et social. La baisse des investissements privés et des revenus des ménages, ainsi que la désorganisation des activités économiques rendraient la reprise lente après la crise sanitaire. Les mesures prises par l'autorité monétaire de l'Union, notamment la baisse des taux directeurs, et les plans de riposte et de relance des Etats exerceraient un effet modérateur. Les actions de la BCEAO visent à atténuer l'impact économique de la pandémie sur le système bancaire et assurer le financement des activités économiques.

A cet effet, selon les estimations effectuées par la BCEAO sur la base des résultats des enquêtes de conjoncture et les dernières informations disponibles, la baisse de l'activité économique, en glissement annuel, serait de plus grande ampleur au deuxième trimestre 2020 (-6,2% au lieu de -2,6% anticipé précédemment), suivie d'une reprise au troisième trimestre 2020 (+2,1%). En variation trimestrielle, le taux de croissance resterait négatif pour un deuxième trimestre consécutif (-7,9% au deuxième trimestre 2020, après une réalisation de -1,0% au premier trimestre 2020). Une contre-performance serait enregistrée au deuxième trimestre 2020 au niveau des activités commerciales, des bâtiments et travaux publics, industrielles et de services, en conséquence aux mesures de prévention prises par les Etats de l'Union, restreignant ou interdisant certaines activités.

Du côté de l'inflation, sur la proche période, le taux d'inflation maintiendrait sa progression, à respectivement +1,7%, 1,8% et 1,9% en juin, juillet et août 2020, en raison essentiellement de la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole, dans un contexte où les marchés seront insuffisamment approvisionnés en produits locaux.

---

## I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### 1.1 Activité économique dans le monde

En mai 2020, l'activité économique mondiale a amorcé la reprise, avec la levée progressive des mesures de confinement par plusieurs Etats. L'activité économique mondiale est orientée à la hausse, notamment dans les principaux pays partenaires de l'UEMOA. Les soutiens budgétaire et monétaire, mis en place par les Etats et les banques centrales, ont redonné de la confiance aux consommateurs et entreprises.

**Aux États-Unis**, la croissance de l'activité économique s'est accrue, en raison de la levée progressive des mesures de confinement. La production industrielle a augmenté pour la première fois en six mois (+1,4% après -11,2% en avril 2020, selon la FED), traduisant un retour à la normale après la perturbation des chaînes d'approvisionnement et l'arrêt de la demande les mois précédents. Les dépenses de consommation des ménages se sont également redressées (+18,2% en mai, après -14,6% en avril), du fait notamment de l'amélioration de la confiance des consommateurs (+0,5 point, à 72,3 points) et du marché du travail (+2.509 millions d'emplois non-agricoles contre -20.687 millions en avril 2020, traduisant une baisse du taux de chômage de 14,7% à 13,3% en mai 2020). Dans la **zone euro**, l'activité économique a repris, avec la levée progressive des mesures de confinement. A cet effet, les ventes au détail dans la zone euro ont subi en mai une hausse record (+17,8% après -10,6% et -12,1% en mars et avril 2020, respectivement). En outre, le regain de dynamisme du secteur privé a amplifié la tendance. L'économie **britannique** a amorcé une reprise en mai 2020, en lien avec la levée progressive des mesures de confinement à compter de mi-mai (+1,8% du produit intérieur brut (PIB), après une chute de 20,4% en avril 2020). **Au Japon**, l'activité économique s'est repliée, en lien avec la diminution de la consommation des ménages et des exportations, ainsi que la baisse des investissements au niveau mondial qui plombe davantage la demande extérieure en biens d'équipement et automobiles adressée au Japon. En particulier, en mai 2020, les dépenses de consommation ont reculé de 16,2%, du fait du respect par les consommateurs des appels des autorités nippones au confinement, un plus bas niveau de plus de 20 ans, après une baisse de 11,1% en avril dernier.

Au niveau des pays émergents, l'activité économique a connu un début de redressement, avec l'ouverture des économies à travers le monde et les mesures de relance mises en oeuvre pour contenir les effets de la crise sanitaire. En **Chine**, l'économie entame une phase de reprise, avec la hausse de la production industrielle pour un deuxième mois consécutif (+4,4% en mai et +3,9% en avril) et du produit intérieur brut au deuxième trimestre (+3,2%). Le meilleur allant de l'activité en Chine est en phase avec la levée progressive des mesures de confinement et la mise en oeuvre des plans de relance monétaire et budgétaire visant à contrer le choc sans précédent provoqué par la pandémie de Covid-19. Toutefois, la baisse des ventes de détail et des investissements montre que l'économie chinoise reste encore fragile. **En Inde**, l'activité économique demeure morose, avec la baisse de la demande intérieure, impactée par les mesures de confinement qui ont réduit les revenus des travailleurs. Le **Brésil**, impacté par sa dépendance vis-à-vis des exportations des produits de base et de la demande chinoise, a repris de la vigueur en mai 2020, avec l'assouplissement de confinement et la bonne tenue de l'industrie en Chine. La production industrielle a augmenté de 7,0% en mai 2020, après une baisse cumulée de 26,3% entre mars et avril 2020, suite aux restrictions imposées aux activités économiques et à la baisse des cours des produits de base. La fragilité de la croissance **en Afrique du Sud** continue, en lien notamment avec la crise sanitaire et la dégradation des conditions financières ayant aggravé l'endettement des ménages et entreprises. La crise sanitaire a occasionné les mesures les plus strictes de confinement, depuis le 27 mars 2020. La Banque centrale anticipe désormais une baisse du PIB

---

de 7,0%, au lieu d'un repli de 6,1% et 0,2%, respectivement attendus en avril et mars 2020. **En Russie**, du fait de la reprise du travail en mai 2020, après un mois d'avril entièrement chômé pour combattre la propagation du virus, l'activité économique s'est redressée. La hausse des cours du pétrole a renforcé cette tendance. Toutefois, la production industrielle reste très éloignée de son niveau de la même période de l'année passée (-9,6% après -6,6% en avril 2020). Dans les pays voisins de l'Union, la conjoncture économique est ressortie défavorable. En particulier, au **Nigeria**, le bas niveau des cours du pétrole et les effets de Covid-19 ont affecté les performances de l'économie. A cet effet, la Banque centrale du pays projette un repli de l'activité économique (-3,4%) pour 2020.

## 1.2. Actions des banques centrales

Au cours de la période sous revue, les banques centrales à travers le monde ont maintenu, voire renforcé, l'orientation accommodante de leur politique monétaire pour contenir l'impact économique de Covid-19 et asseoir les conditions favorables pour une reprise solide de l'activité, après ce choc sans précédent. Les actions ont été orientées vers la réduction du coût de crédit au secteur réel, via les achats de titres publics et privés.

**Aux Etats-Unis**, la Réserve fédérale américaine (FED) n'a pas imprimé de changement à ses taux directeurs, après les baisses intervenues le 3 (-50 pbd) et 15 (-100 pbd) mars 2020, la fourchette cible du taux des fonds fédéraux s'établissant à 0%-0,25%. La FED a réitéré sa détermination à faire usage de tous les instruments, dont elle dispose, afin de soutenir l'économie américaine face à cette crise, en excluant le recours aux taux négatifs, dont l'efficacité reste mitigée. **En zone euro**, la Banque Centrale Européenne (BCE) a, lors de sa réunion du 4 juin 2020, assoupli davantage sa politique monétaire, en augmentant notamment l'enveloppe consacrée au programme d'achats d'urgence face à la pandémie ou « pandemic emergency purchase programme (PEPP) » de 600 milliards, à 1.350 milliards d'euros. La BCE vise à soutenir les conditions de financement dans l'économie réelle, en particulier pour les entreprises et les ménages. La Banque d'Angleterre (BoE) a, lors de sa réunion du 7 mai 2020, laissé sa politique monétaire inchangée, tout en restant prête à augmenter son soutien à l'économie britannique, confrontée à l'une de ses pires crises. En outre, avec le retour progressif à la normale des marchés, la BoE a mis fin, le 22 mai 2020, à ses opérations hebdomadaires de refinancement à un et trois mois. La Banque du Japon (BoJ) s'est penchée sur le renforcement de la coordination avec le gouvernement nippon et une revue des outils existants de politique monétaire, afin d'éviter que la crise du coronavirus ne provoque un ralentissement similaire à celui de la Grande Dépression des années 1930.

Au niveau des **pays émergents**, la banque centrale chinoise s'est engagée à davantage assouplir sa politique monétaire, en intensifiant les ajustements anticycliques pour soutenir l'économie réelle et écarter les risques financiers. Elle compte aider les entreprises privées à lever des fonds via des financements par action et des ventes d'obligations. La Banque centrale indienne a accéléré son soutien à l'économie, en baissant de 40 points de base son principal taux directeur, à 4,0%, un plus bas niveau depuis depuis 2000. La banque centrale du Brésil a, le 6 mai 2020, baissé son principal taux directeur de 75 points de base pour le porter à 3,00%. Pour la quatrième fois depuis le début de l'année, la Banque centrale de l'Afrique du Sud a réduit, le 21 mai 2020, son principal taux directeur de 50 points de base, à 3,75%.

**Dans la sous-région ouest africaine**, la Banque Centrale du Nigeria (CBN), dans le souci de stimuler une économie, plombée par la chute des prix du pétrole et la crise du Covid-19, a, le 28 mai 2020, baissé son taux directeur de 100 points de base, à 12,5%. De même, la Banque

---

centrale de Gambie a, le 28 mai 2020, réduit son taux directeur de 200 points de base, à 10.0%. La Banque du Ghana (BoG) a également maintenu son principal taux directeur à 14,5%, après la baisse de 150 points de base du 18 mars 2020. **Au niveau de la Zone CEMAC**, la BEAC, avec les facteurs de risque pesant sur la stabilité monétaire de la région, a décidé de maintenir inchangés ses taux d'intérêt, après le repli de 25 points de base, à 3,25% le 27 mars 2020.

### 1.3 – Marchés des matières premières

***Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union ont rompu avec la tendance baissière durant la période sous revue, du fait du regain de la demande, avec le déconfinement dans de nombreux pays à travers le monde, de la reprise de l'activité industrielle en Chine et de la bonne tenue des marchés financiers. De même, les cours des produits alimentaires importés ont augmenté, soutenus par le déficit hydrique en Europe et la bonne tenue de la demande.***

Les prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'Union accusent un accroissement de 4,5%, après une réalisation de -2,2% en avril 2020, du fait du regain de la demande, avec le déconfinement dans de nombreux pays à travers le monde, la reprise de l'activité industrielle en Chine et la bonne tenue des marchés financiers. Les hausses des prix concernent l'énergie (+29,0% contre -27,4%), accentuées par la poursuite du redressement des produits non énergétiques (+2,5% contre +0,6% en avril 2020).

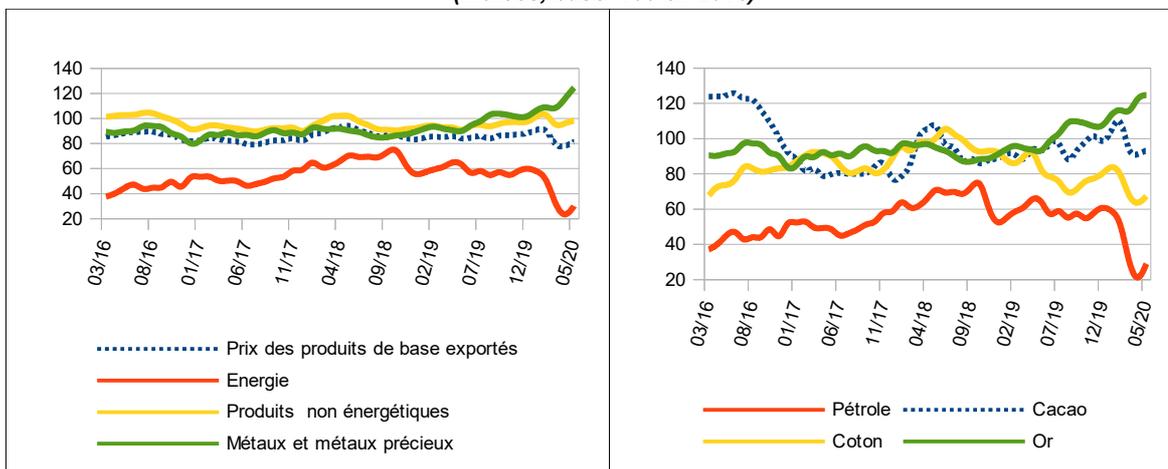
L'essor des cours du pétrole explique le profil haussier des prix de l'énergie. Les cours du pétrole (+36,9% contre -31,3%) ont fortement augmenté, sous l'effet de la baisse de stocks de brut aux Etats-Unis, de la reprise de la demande et du respect par les grands pays producteurs des promesses de réduction de l'offre.

Le redressement des cours des matières premières non énergétiques exportées par les pays de l'Union concerne essentiellement les métaux et minéraux (+11,4% contre +20,7%), les autres matières premières (coton : +8,3% contre -8,3%), les produits alimentaires (noix de cajou : +4,3%, café : 2,4% et cacao : +1,7%) et les métaux précieux (+1,9% contre +5,8%). Les prix des métaux et minéraux sont tirés à la hausse par ceux de l'uranium (+11,8%), sous l'effet de la baisse de la production, notamment au Niger, ainsi que du zinc (+3,8%), tirés par la reprise de la demande. Les cours du coton sont soutenus par les achats de la Chine. Les prix de la noix de cajou ont été tirés à la hausse par le regain de la demande chinoise et de l'Union Européenne. En effet, dans un contexte de reprise des activités post-Covid-19 des usines de transformation de la noix de cajou et de crainte de perturbation par la pandémie à Covid-19 du circuit d'approvisionnement en Afrique, les achats de noix de cajou ont augmenté. **Les prix du café** sont tirés à la hausse par la reprise de la demande et la réduction de l'offre. La réouverture progressive des économies face au recul de Covid-19 dans certains pays a renforcé la demande. La prolifération du virus au Brésil et la rétention des planteurs vietnamiens ont réduit la disponibilité du café sur les marchés. En outre, à cause de la sécheresse et du coronavirus, la production vietnamienne du café pour la campagne 2020/21 baisserait de 15% par rapport au volume de la campagne précédente. Les cours du cacao sont soutenus par les achats anticipés de nombreux broyeurs en Europe et aux Etats-Unis, ainsi que la baisse attendue de la production en Côte d'Ivoire et au Nigeria, avec l'impact des mesures de confinement liées au coronavirus. En outre, l'approvisionnement des marchés via les ports de Côte d'Ivoire a baissé de 6,9% du premier octobre 2019 au 31 mai 2020 par rapport à la même période de la campagne dernière. La bonne tenue du marché des métaux précieux est liée à la hausse des prix de l'or, dont les prix continuent d'être impulsés par la baisse des taux d'intérêt internationaux et le climat d'inquiétudes, facteurs ayant renforcé la demande du métal jaune.

Du côté des matières premières ayant connu la baisse de leurs cours, le marché de l'huile de palme continue d'être impacté par la hausse de stocks et de production, dans un contexte où la levée des mesures de confinement n'a pas encore produit ses effets sur la demande. Les cours du caoutchouc ont été impactés par le regain de tensions croissantes entre la Chine et les Etats-Unis.

**Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA**

(Indices, base 100 en 2013)



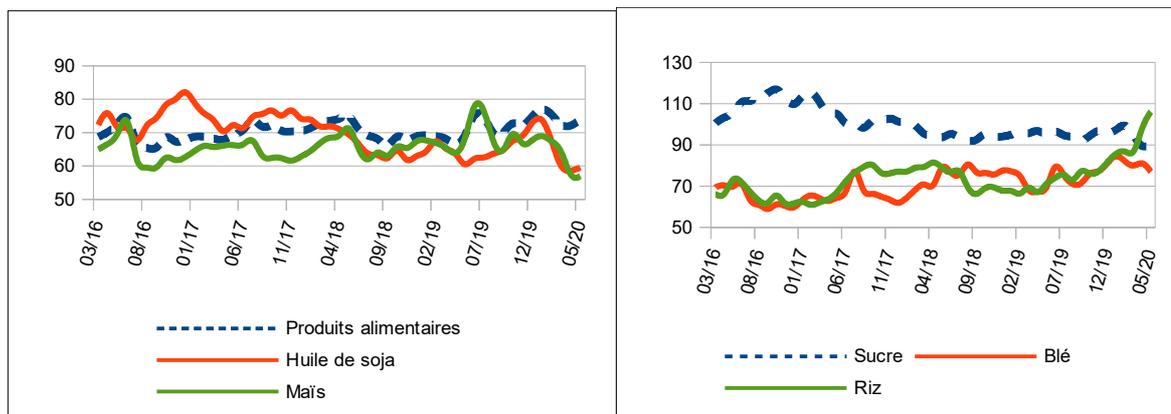
Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à mai 2019, les prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA ont baissé de 3,1%, après une réalisation de -9,2% le mois dernier. Les replis des cours concernent tous les produits de base, à l'exception de l'uranium (+35,8%), de l'or (+33,7%), des huiles (+10,3%) et de cacao (+0,1%). Les baisses les plus importantes sont localisées au niveau du pétrole brut (-54,7%), de la noix de cajou (-41,2%), du gaz naturel (-27,8%), des phosphates (-25,2%), du caoutchouc (-23,8%), du coton (-18,3%) et du café robusta (-11,0%).

Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA ont augmenté de 2,6% au cours de la période sous revue, après un repli de 0,4% en avril 2020. Cette hausse concerne le riz (+8,3%), l'huile de soja (+1,7%), et le sucre (+1,4%). La baisse des prix du blé (-5,1%) et du maïs (-0,8%) ont exercé un effet modérateur. La reprise de la tendance haussière des prix des produits alimentaires est liée au déficit hydrique en Europe qui pourrait limiter la production au niveau de cette région, ainsi que la bonne tenue de la demande.

Les prix du blé ont été influencés par l'amélioration des conditions d'offre, avec le retour des pluies dans les principales zones de production. En outre, les stocks mondiaux sont en hausse, estimés à 295,1 millions de tonnes (Mt) pour la campagne 2019/2020 (2,3Mt en un mois) et 310,1 Mt pour celle de 2020/2021.

**Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union**  
(Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2019, les prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 7,2%, après +8,2% le mois dernier. Les prix sont tirés principalement par la hausse des cours du riz (+49,3%) et du blé (+10,9%). La baisse des prix du maïs (-16,4%), du sucre (-4,5%) et de l'huile de soja (-1,6%) a amoindri la tendance haussière des cours des produits alimentaires.

#### 1.4 - Marchés financiers mondiaux

Les marchés financiers mondiaux ont renforcé, au cours du mois de mai 2020, leur profil haussier. L'optimisme des investisseurs a été alimenté par la perspective de reprise de l'activité économique, avec la levée progressive des mesures de confinement prises pour endiguer l'épidémie de coronavirus, et les avancées enregistrées dans le développement d'un vaccin contre la Covid-19. Les inquiétudes suscitées par le regain de tensions entre les États-Unis et la Chine, ainsi que les risques persistants dus au coronavirus ont atténué la tendance.

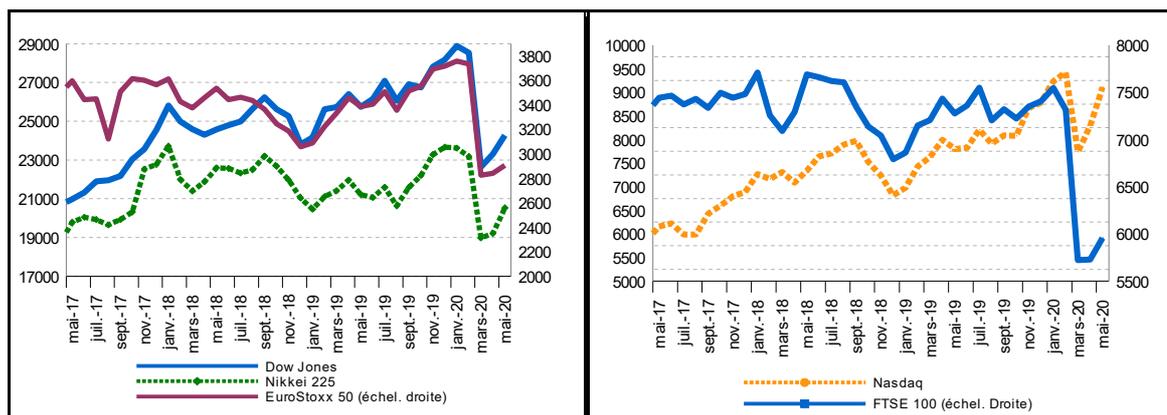
##### 1.4.1. Les places boursières

Les indices boursiers internationaux se sont inscrits en hausse, dans leur ensemble, en mai 2020, y compris ceux des pays africains (NSE du Nigeria : +10,0%, FTSE/JSE d'Afrique du Sud : +5,0%, Madex du Maroc : +4,0% et BRVM-UEMOA : +1,0%), à l'exception de la place du Ghana (-4,6%). Les indices Dow Jones et Nasdaq, principaux indices boursiers des États-Unis, ont augmenté respectivement de 4,2% et 9,8% en mai 2020. Ils sont soutenus par les espoirs de reprise de l'activité économique (redressement de la confiance des consommateurs, la hausse des ventes de logements neufs, levée des mesures de confinement, etc.), les soutiens supplémentaires pour venir en aide à l'économie (nouveau plan de relance budgétaire et le soutien accru de la FED à l'économie) et les avancées significatives dans la mise en place d'un vaccin contre la Covid-19. Le climat d'incertitude, alimenté par le regain de tensions entre les États-Unis et la Chine, ainsi que les risques persistants dus au coronavirus, ont modéré la tendance. En Europe, les places financières ont été portées par les perspectives d'un redressement rapide de l'économie. Cette tendance est en phase avec l'annonce d'un vaste plan de relance de 750 milliards d'euros, le rebond de la production industrielle en Chine et la promesse renouvelée de soutien de la Réserve fédérale (FED). Le contexte d'incertitudes sur la

pandémie de coronavirus et les interrogations relatives à l'efficacité des réponses politiques et monétaires à la crise ont réduit l'optimisme des investisseurs.

Ainsi, l'Euro Stoxx 50 de la zone euro s'est accru de 2,4%. Quant au FTSE 100 du Royaume-Uni, il s'est renforcé de 4,0% en mai 2020. Le Nikkei 225 de la bourse du Japon a enregistré une progression mensuelle de 6,9%, imputable en partie aux nouvelles mesures de soutien prises par la Banque du Japon et au plan de soutien de plus de 929 milliards de dollars (852 milliards d'euros), au profit des entreprises touchées par la crise sanitaire.

**Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (points)**

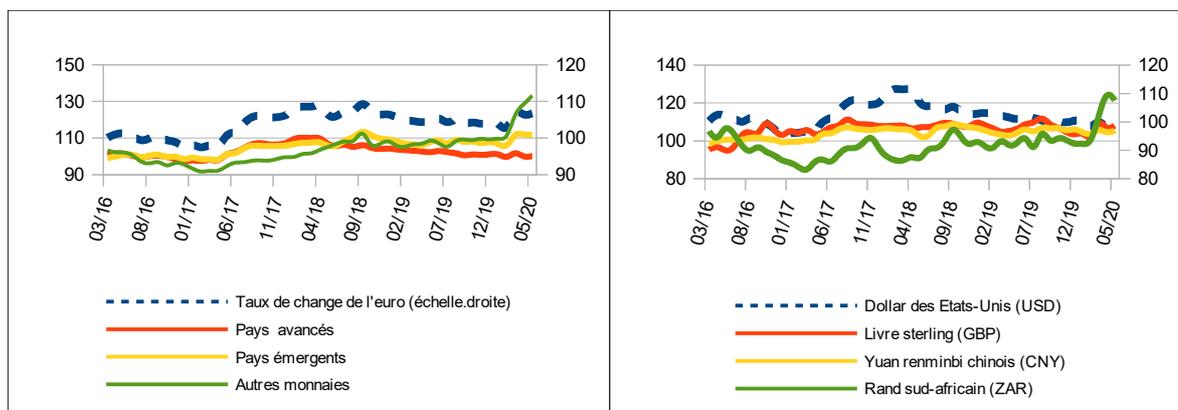


Sources : Reuters, calculs BCEAO

#### 1.4.2. Les taux de change

La monnaie européenne s'est appréciée à l'égard des principales monnaies étrangères. Elle a été tirée à la hausse par la perspective de la mise en œuvre d'un plan européen de relance et les indicateurs économiques, moins décevants. Néanmoins, l'euro s'est repliée devant les devises des pays émergents, avec la bonne tenue des cours de l'or noir. L'appréciation notée face aux devises des pays avancés concerne notamment la livre sterling (+1,3%), le dollar des Etats-Unis (+0,4%) et le franc suisse (+0,3%). Cette tendance a été atténuée par le repli de la monnaie unique par rapport aux dollars australien (-3,2%) et canadien (-0,4%). Au total, l'indice du taux de change de l'euro s'est accru de 0,1% vis-à-vis des devises des pays avancés. Cette tendance haussière a été accentuée par le renforcement de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays, notamment ceux producteurs de pétrole (+3,6%), modérée par la baisse de la monnaie européenne vis-à-vis de celles des principaux pays émergents (-0,3%).

**Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises**  
(Indices, base 100 en 2016)

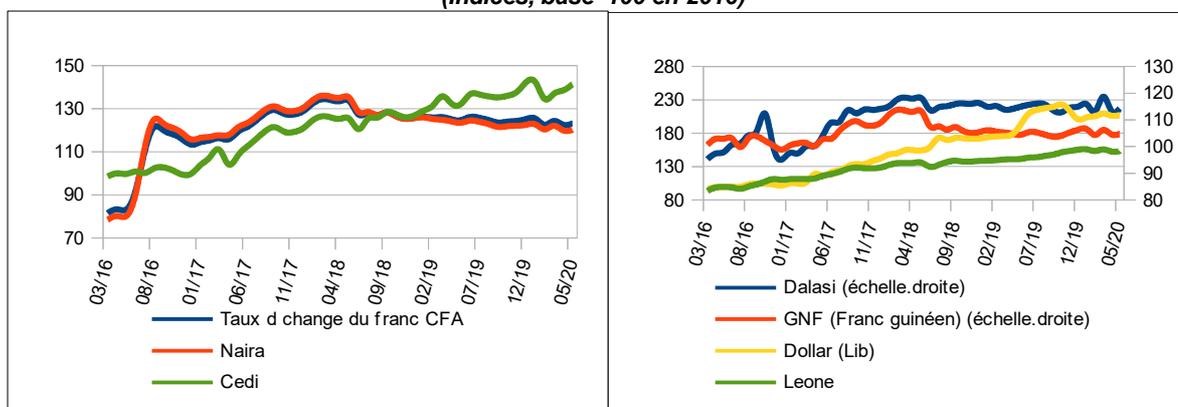


Sources : BdF, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2019, l'indice de taux de change de l'euro par rapport aux principales devises étrangères s'est accru de 1,8%, en liaison avec l'appréciation de la monnaie européenne par rapport à celles des pays émergents (+3,7%) et des autres pays, dont ceux producteurs de pétrole (+22,6%). La baisse de l'euro face aux monnaies des pays avancés (-2,1%) a exercé un effet modérateur.

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est apprécié de 0,5% par rapport aux monnaies des pays de l'Afrique de l'Ouest. Les baisses concernent l'ensemble des monnaies de la sous-région. Les accroissements sont importants, d'un mois à l'autre. Ils varient de +0,2% pour le naira nigérian à 2,1% pour le cedi ghanéen, dont +1,0% pour le dalassi gambien et +0,5% pour les autres monnaies de la sous-région. Cette situation traduit un retour à la norme et une hausse de la monnaie d'ancrage. La bonne tenue des cours des produits de base exportés par l'Union et la détermination des Etats de l'Union et de la BCEAO à contenir les effets de la crise de Covid-19 ont renforcé la tendance. En variation annuelle, le franc CFA s'est affaibli de 1,2%, du fait de son recul par rapport à la devise nigériane (-2,7%) et au dalasi gambien (-0,6%), atténué par la hausse notée au niveau des autres monnaies.

**Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest**  
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

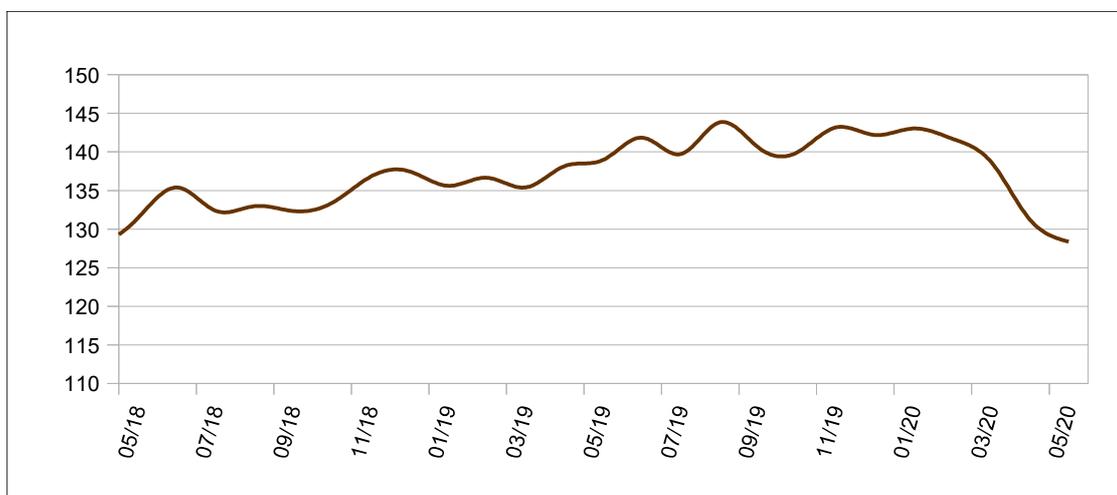
## II. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DANS L'UEMOA

### 2.1. Production de biens et services

Les indicateurs récents de la conjoncture font ressortir un début du ralentissement du profil baissier de l'activité économique au titre du mois de mai 2020, du fait de la conjoncture moins défavorable au niveau des secteurs de la production industrielle (+4,8 points), des services marchands non financiers (+5,0 points) et des activités commerciales (+1,4 point). Cette situation s'explique par l'assouplissement des mesures de restrictions prises par les États pour contenir la propagation de Covid-19, ainsi que des retombées des efforts de soutien des États et de la BCEAO. En effet, le taux de croissance des activités hors secteurs primaire et administrations s'établirait à -2,4% après une réalisation de -4,8% en avril 2020, soit une nette amélioration de 2,4 points de pourcentage. Cette tendance a été atténuée par la poursuite du repli au niveau des bâtiments et travaux publics. Les performances sont localisées au niveau de l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Burkina, de la Guinée-Bissau et du Mali, avec de fortes hausses au Niger (+6,3% contre -7,2% en avril 2020), au Sénégal (+1,4% contre -8,9%) et au Togo (+1,0% contre -5,1%), un redressement étant observé en Côte d'Ivoire (-1,3% contre -5,3%) et au Bénin (-4,5% contre -4,9%).

Par rapport à la même période de l'année passée, les activités hors secteurs primaire et administrations baissent de 6,2% en mai, après une réalisation de -5,1% en avril. Sur les cinq premiers mois de l'année, l'activité économique hors secteurs primaire et administrations recule de 0,2% par rapport à la même période de l'année passée.

Graphique 6 : Évolution de l'activité économique, hors secteur primaire et administration



Source : BCEAO

#### 2.1.1 - Production industrielle

L'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a rompu avec la tendance baissière, avec un accroissement de 1,9% en mai 2020, après un repli de 2,9% en avril dernier. L'orientation de l'activité industrielle est le reflet de la hausse notée au niveau de la production d'énergie et des activités extractives, ainsi que le redressement de l'industrie manufacturière. La hausse de la production d'énergie (+4,7% en mai contre -1,1% en avril) est en

liaison avec la hausse observée au Mali, au Bénin, au Niger, au Togo et au Sénégal. La baisse de la production d'énergie en Côte d'Ivoire et au Burkina a atténué la tendance. Le rythme d'augmentation des activités extractives s'est également accru, en lien avec la bonne tenue de l'extraction d'or en Côte d'Ivoire et au Sénégal, ainsi que du pétrole brut et des minerais d'uranium au Niger.

Le redressement des activités manufacturières est attribuable essentiellement à la hausse des produits pétroliers raffinés (Côte d'Ivoire, Niger et Sénégal), de produits de l'édition et de l'imprimerie (Guinée-Bissau, Mali et Niger), de textiles (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Niger et Togo) et de produits métallurgiques de base (Côte d'Ivoire, Mali et Togo). Cette tendance a été amoindrie par le repli de produits à base de tabac (Burkina, Côte d'Ivoire et Sénégal), de produits alimentaires et boissons dans tous les pays de l'Union, à l'exception du Burkina et de la Côte d'Ivoire, et de caoutchouc et matières plastiques au Bénin et au Sénégal.

**Tableau 1 : Evolution de l'indice de la production industrielle, données CVS  
(contribution en point de pourcentage)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	mai	mai	déc	avril	mai.(*)	avril	mai.(*)
Production des activités extractives	4.0	4.6	0.8	-0.3	0.6	1.4	-1.6
dont pétrole brut et gaz naturel	1.3	0.1	-0.5	0.1	-2.4	-3.5	-1.3
Industries manufacturières	0.8	-4.7	-2.8	-2.6	0.0	-10.5	-5.6
dont produits alimentaires et boissons	-1.2	-5.0	-3.1	-1.7	-0.5	-9.0	-4.2
textiles	-0.2	-0.1	0.9	-0.1	0.4	1.0	1.0
produits pétroliers raffinés	1.8	-0.2	0.3	-0.1	3.5	-0.6	0.0
Electricité, eau et gaz	0.2	0.3	0.4	0.0	1.4	0.4	0.5
<b>Indice Général</b>	<b>5.0</b>	<b>0.1</b>	<b>-1.6</b>	<b>-2.9</b>	<b>1.9</b>	<b>-8.7</b>	<b>-6.8</b>

Source : BCEAO,

(\*) données provisoires

La hausse de la production industrielle est notée dans trois pays de l'Union (Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau et Sénégal). La baisse, de moindre ampleur, observée dans les autres Etats a exercé un effet modérateur.

En glissement annuel, la production industrielle a baissé de 6,8% en mai 2020, après une réalisation de -8,7% en avril 2020, tirée essentiellement par la fabrication des produits alimentaires et boissons, de produits chimiques et de l'or, ainsi que de pétrole brut et gaz naturel. Cette tendance a été atténuée par la bonne tenue de la production de textiles et des minerais d'uranium. Par pays, la baisse de la production, d'une année à l'autre, est observée dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Mali et du Togo.

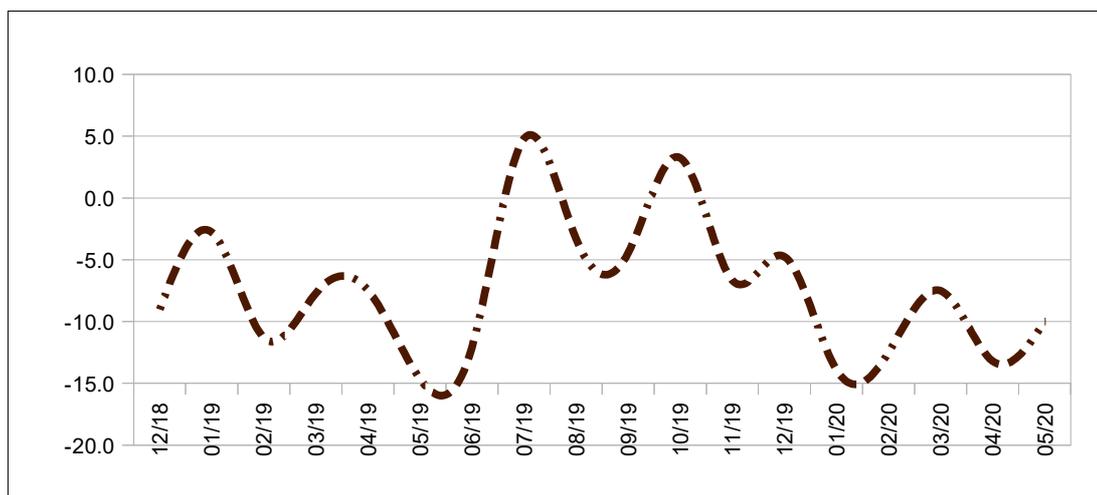
### 2.1.2 - Bâtiments et travaux publics

Au cours du mois de mai 2020, l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état de la poursuite de la baisse de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). L'indice synthétique de conjoncture, qui résume le sentiment des acteurs des BTP, s'est, certes, accru mais reste en territoire négatif, passant de -13,2 en avril 2020 à -10,0 en mai 2020. Le repli de l'activité dans les BTP serait lié à la diminution de la demande de travaux (baisse de signatures de nouveaux contrats ayant conduit au

recul de nouveaux travaux) et à la détérioration des conditions d'approvisionnement (hausse des coûts d'exploitation et rareté de la main d'oeuvre).

Par rapport à la même période de l'année précédente, une baisse du volume de l'activité a été observée dans l'ensemble des compartiments des bâtiments et travaux publics. Tous les Etats membres de l'UEMOA sont concernés par ce repli, à l'exception du Sénégal, du Mali et de la Guinée-Bissau où les chefs d'entreprise ont indiqué une nette amélioration de l'activité.

**Graphique 7 : Evolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA (en point)**



Source : BCEAO

### 2.1.3- Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a poursuivi sa tendance baissière, en variation mensuelle, avec un recul de 9,7% en mai 2020, après une réalisation de -11,1% en avril 2020. Le recul de l'activité dans le commerce de détail est principalement lié à celui des ventes des produits alimentaires (Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali et Togo), de textiles (dans tous les pays de l'Union, à l'exception du Sénégal et du Togo), des produits pétroliers (Bénin, Côte d'Ivoire, Mali et Sénégal), des motocycles neufs (Côte d'Ivoire et Togo) et des matériaux de construction (Burkina, Côte d'Ivoire et Mali). Cette évolution a été atténuée par la hausse des achats de pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs, ainsi que de machines de bureau et matériel informatique. Le repli des activités du commerce de détail, observé d'un mois à l'autre à l'échelle de l'Union, est localisé au niveau de l'ensemble des pays, à l'exception de la Guinée-Bissau, du Niger et du Togo où les ventes se sont renforcées. Les plus fortes baisses ont été observées au Mali (-47,0% contre -5,3%), au Bénin (-11,2% contre -19,3%), en Côte d'Ivoire (-7,8% contre -12,0%) et au Sénégal (-7,3% contre -27,7%).

En glissement annuel, le taux d'évolution de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a baissé, passant de -16,6% en avril 2020 à -25,1% en mai 2020. La baisse de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des ventes des produits pétroliers (dans tous les pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau, du Togo et du Burkina), des produits alimentaires (dans tous les pays de l'Union, sauf au niveau de la Guinée-Bissau), des textiles (dans tous les pays de l'Union, sauf au niveau de la Guinée-Bissau), de véhicules automobiles

neufs (Togo, Sénégal, Niger, Mali et Côte d'Ivoire) et des produits pharmaceutiques (Mali, Burkina, Sénégal et Côte d'Ivoire). De façon générale, le repli des activités du commerce de détail est localisé au niveau de l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau où les activités commerciales ont poursuivi leur progression (+8,1% contre +8,8%). Les plus fortes baisses ont été observées au Mali (-54,3% contre -15,3%), au Bénin (-43,4% contre -33,2%), au Sénégal (-28,4% contre -27,4%), en Côte d'Ivoire (-21,5% contre -13,2%) et au Niger (-8,2% contre -20,8%).

**Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires, données CVS (point de %)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	mai	mai	déc	avril	mai.(*)	avril	mai.(*)
Produits de l'alimentation	6.1	1.4	2.5	-3.8	-2.5	-7.0	-10.4
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	5.9	1.3	0.4	-3.5	-1.8	-6.5	-9.2
Equipement de la personne	0.7	0.0	-0.3	-0.3	-0.2	-1.0	-1.1
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0.7	0.0	-0.3	-0.3	-0.2	-1.0	-1.1
Equipement de logement	-1.9	-1.3	0.2	0.0	-0.9	-0.7	-0.1
Automobiles, motocycles et pièces détachées	0.9	-0.6	1.6	-2.6	0.4	-1.7	-0.7
dont véhicules automobiles neufs	0.6	-0.2	-0.7	-1.5	0.4	-1.2	-0.7
Produits pétroliers	7.8	2.6	-4.6	-6.1	-1.6	-6.1	-10.0
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	1.9	0.4	-1.8	1.5	-2.5	0.0	-2.5
dont produits pharmaceutiques et médicaux	1.7	0.4	-1.7	1.5	-2.6	0.0	-2.4
Produits divers	-2.9	-2.0	-0.2	0.3	-2.5	-0.2	-0.2
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>12.6</b>	<b>0.6</b>	<b>-2.6</b>	<b>-11.1</b>	<b>-9.7</b>	<b>-16.6</b>	<b>-25.1</b>

Source : BCEAO

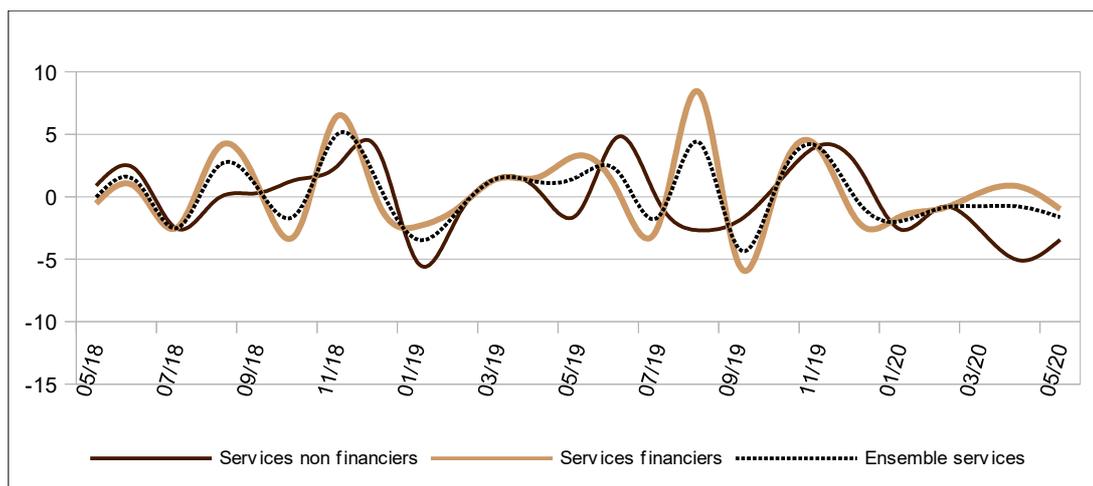
(\*) données provisoires

#### 2.1.4 - Services marchands

Selon les opinions des chefs d'entreprise, la conjoncture économique en mai 2020 a poursuivi sa tendance baissière, mais à un rythme plus important, malgré le début du redressement des services non financiers. Cette contre-performance est imputable à la baisse du volume global des ventes, notamment sur le compartiment extérieur du marché. Le chiffre d'affaires des entreprises du secteur s'est replié de 1,6% en mai 2020, après une réalisation de -0,8% en avril 2020. Les baisses concernent la Côte d'Ivoire (-4,7%), le Bénin (-4,6%) et le Togo (-4,0%). Les hausses observées en Guinée-Bissau (+2,4%), au Sénégal (+1,6%), au Burkina (+1,5%) et au Mali (+0,3%) ont exercé un effet modérateur. La mauvaise orientation de la conjoncture concerne beaucoup plus les services non financiers (-3,4% contre -5,1%), que les services financiers (-1,0% contre +0,8%).

En glissement annuel, l'activité des services marchands a maintenu une tendance baissière (-8,5% contre -5,9%), la baisse des services non financiers (-9,2% contre -6,7%) ayant été accentuée par la moindre hausse des services financiers (+2,7% contre +5,3%). Le repli du chiffre d'affaires des services est observé dans tous les pays de l'UEMOA, à l'exception du Sénégal (+2,5%), du Burkina (+1,0%) et de la Côte d'Ivoire (+0,3%). Les replis les plus importants ont concerné le Niger (-14,9%), la Guinée-Bissau (-12,0%) et le Togo (-6,9%).

**Graphique 8 : Evolution de l'activité dans le secteur des services marchands de l'UEMOA (en variation mensuelle %)**



Source : BCEAO

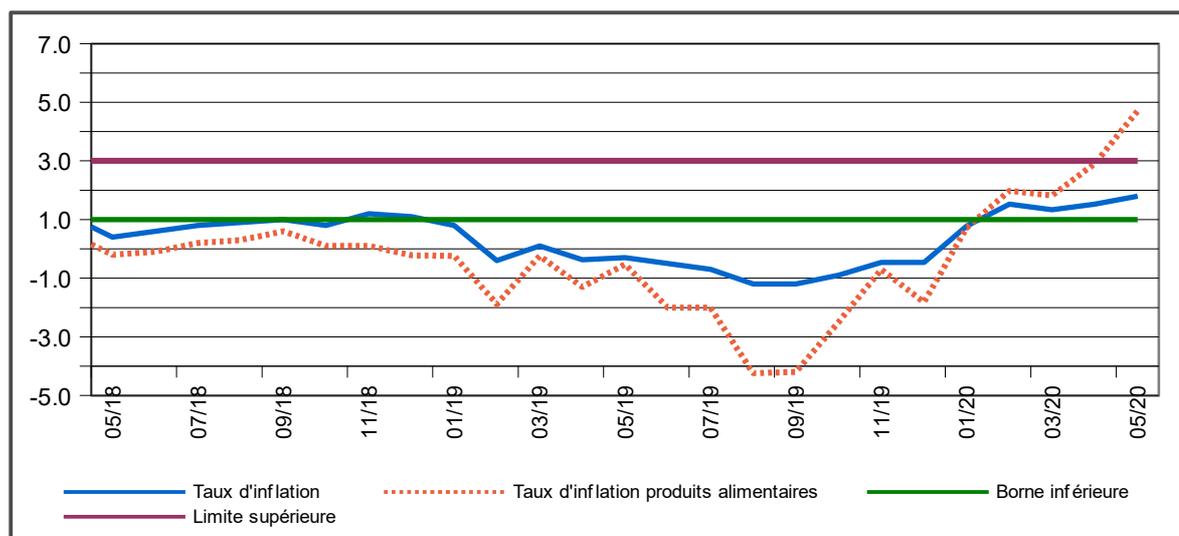
## 2.2 – Inflation

***L'inflation a poursuivi sa tendance haussière dans les pays de l'Union, en liaison notamment avec la hausse des prix des produits alimentaires.***

Sur la base des données des sources officielles des Etats, le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 1,8% à fin mai 2020, après une réalisation de +1,5% le mois précédent. La fermeté des prix à la consommation est notamment imputable à la composante « alimentaires », dont la contribution à l'inflation totale est passée de 1,3 point de pourcentage à fin avril 2020 à 1,4 point de pourcentage à fin mai 2020. La progression des prix des produits alimentaires, observée dans l'ensemble des pays de l'Union, est en rapport avec le renchérissement des produits de la pêche, ainsi que de légumes frais, de tubercules et plantains, du fait de la faiblesse de l'offre sur les marchés, dans le contexte de la crise sanitaire liée à la Covid-19. En particulier, une augmentation des prix des céréales a été enregistrée dans les pays sahéliens, au Niger (+10%), au Burkina (+9%) et au Mali (+3%) en rapport notamment avec la baisse de la production agricole 2019/2020.

Le rythme de progression du niveau général des prix est imputable également à la composante « Logement », où la contribution à l'inflation totale est passée de 0,1 point de pourcentage en avril 2020 à 0,2 point de pourcentage en mai 2020, en lien avec la hausse des prix des combustibles solides dans certains pays de l'UEMOA.

**Graphique 9 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)**



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les produits dont les prix sont les plus volatils, s'est établi, en glissement annuel, à 1,1% en mai 2020, après une réalisation de 1,0% le mois précédent.

### III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE

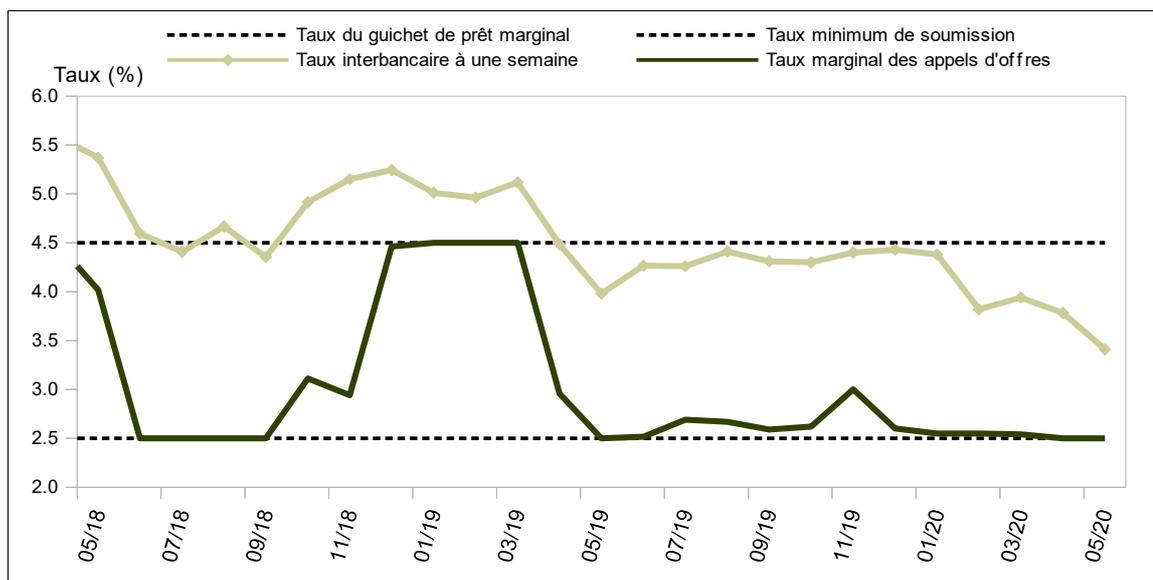
Les taux d'intérêt sur le marché monétaire ont poursuivi leur tendance baissière, dans un contexte de mise en œuvre des mesures exceptionnelles prises par la BCEAO pour contenir les effets de Covid-19 sur les économies de l'Union.

#### 3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

Durant le mois de mai 2020, la BCEAO a poursuivi la mise en œuvre de ses mesures prises depuis mars 2020 pour contrer les effets néfastes de la pandémie sur l'activité économique. Le maintien de ses adjudications au taux fixe de 2,50% a notamment permis d'induire une détente des taux sur le marché monétaire, en dépit des incertitudes causées par la crise sanitaire sur l'activité économique et financière. En effet, le taux moyen pondéré des adjudications à une semaine reste stable à 2,50%. De même, sur le guichet à un mois, le taux moyen demeure à 2,50%.

Sur le marché interbancaire, les taux se sont également détendus. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré sur le compartiment à une semaine est ressorti à 3,41%, soit un repli de 37,0 points de base. Sur l'ensemble des maturités, le taux est ressorti à 3,50%, en repli de 34 points de base, se situant également en dessous du taux de prêt marginal et à un plus bas niveau depuis 2018.

**Graphique 10 : Evolution mensuelle des taux d'intérêt sur le marché monétaire**



Sources : BCEAO

### 3.2- Taux d'intérêt débiteurs

L'enquête sur les conditions de banques laisse apparaître une baisse des taux d'intérêt débiteurs au cours du mois sous revue. Hors charges et taxes, le taux moyen calculé à l'échelle de l'Union est ressorti à 6,41% en mai 2020, contre 6,54% en avril 2020, soit un repli de 13,0 points de base (pdb).

**Tableau 3 : Evolution des taux débiteurs moyens des banques de l'UEMOA selon la nature et l'objet du crédit (%)**

	2017	2018	2019		2020		2020	
	mai	mai	mai	déc	avril	mai.(*)	avril	mai.(*)
<b>Taux débiteur global</b>	<b>6.86</b>	<b>6.66</b>	<b>7.01</b>	<b>6.64</b>	<b>6.54</b>	<b>6.41</b>	<b>1.51</b>	<b>-13.03</b>
Particuliers	8.23	8.63	9.74	6.78	6.99	7.97	-14.83	98.18
Entreprises individuelles	6.44	6.65	6.61	7.62	8.45	6.45	115.34	-200.29
Entreprises privées du secteur productif	6.68	6.49	6.53	7.02	6.17	6.07	-3.69	-10.14
Clientèle financière	6.52	8.02	8.15	8.13	6.63	5.31	-116.62	-132.37
Sociétés d'Etat et EPIC	5.69	5.12	5.93	1.93	5.77	5.41	64.03	-35.48
Trésorerie	6.54	6.23	6.27	6.40	6.02	5.75	-10.57	-27.40
Consommation	8.07	8.10	8.77	8.47	6.66	8.14	-10.32	147.53
Equipement	7.25	8.04	7.81	6.99	7.19	7.50	-80.91	30.92
Exportation	8.09	6.70	7.20	6.97	7.59	8.13	42.01	54.20
Habitation	8.06	7.67	7.25	6.31	7.60	7.53	18.49	-6.88

Source : BCEAO

(\*) données provisoires

Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt ont baissé au niveau des concours accordés aux entreprises individuelles, à la clientèle financière, aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), et aux entreprises privées du secteur productif. La hausse du coût du crédit notée au niveau des Etats et organismes assimilés, des particuliers, des assurances et caisses de retraite, ainsi que des ONG, amicales, syndicats, et des coopératives et groupements villageoise a modéré la tendance.

L'analyse suivant l'objet du crédit indique que le repli des taux débiteurs est localisé au niveau des crédits de trésorerie et d'habitation, atténué par la hausse du coût des avances à l'exportation, à la consommation et à l'équipement.

### 3.3. Liquidité bancaire

Au cours du mois de mai 2020, la liquidité propre des banques s'est dégradée de 767,7 milliards, en lien avec le solde négatif des opérations avec les Etats et autres facteurs nets (-542,3 milliards), le retrait des billets aux guichets des banques (-205,2 milliards) et les émissions de transferts à destination de l'étranger, dont le solde est ressorti déficitaire de 20,2 milliards. Le solde des opérations des banques avec les Etats est ressorti déficitaire, en raison des importants concours accordés par les banques aux Etats en mai 2020. En effet, au cours du mois, le programme d'émissions de bons Covid-19, structuré par la Banque Centrale pour permettre aux Etats de mobiliser des ressources pour faire face aux dépenses urgentes de la crise, a connu un réel engouement auprès des banques. Les titres émis dans le cadre de ce programme ont enregistré un taux de souscription de 359,0% et permis aux Etats de lever 1.172,6 milliards auprès du système bancaire. La majeure partie de ces émissions de bons covid-19 (889,5 milliards ou 75,9%) a été réalisée au cours du mois de mai 2020.

**Tableau 4 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques**

	(en milliards)		
	mai-19 / avr-19	avr-20 / mars-20	mai-20 / avr-20
Circulation fiduciaire (1)	0.0	-106.4	205.2
Transferts nets des banques (2)	141.6	-180.9	-20.2
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	-209.3	80.8	-542.3
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) – (1)	-67.7	6.3	-767.7
Réserves obligatoires (5)	-13.0	-9.0	-0.1
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) – (4)	54.7	-15.3	767.6
Refinancements (7)	-33.7	76.2	796.2
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	-101.4	82.5	28.5

Source : BCEAO

L'analyse de la mise en œuvre du dispositif des réserves obligatoires, au terme de la période de constitution échue le 15 mai 2020, fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport aux réserves requises. Les réserves libres des banques, évaluées sur la période, sont ressorties à 1.339,0 milliards, soit 177,5% des réserves requises. Le niveau des réserves des banques de l'Union est en hausse de 96,2 milliards ou 7,7% par rapport à la situation du mois précédent.

**Tableau 5 : Répartition des refinancements suivant les guichets<sup>1</sup>**

Valeurs en milliards	Encours			Variations	
	mai-19	avr-20	mai-20	avr-20 / mars-20	mai-20 / avr-20
Guichet hebdomadaire	3,455.5	3,575.5	3,457.8	-757.0	-117.7
Guichet mensuel	720.0	1,536.7	1,721.3	786.7	184.7
Guichet de prêt marginal	48.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Guichet spécial de refinancement	0.0	49.7	782.5	49.7	732.8
Autres refinancements	0.0	87.8	84.3	-3.2	-3.6
Refinancement total de la Banque Centrale	4,223.6	5,249.7	6,045.9	76.2	796.2

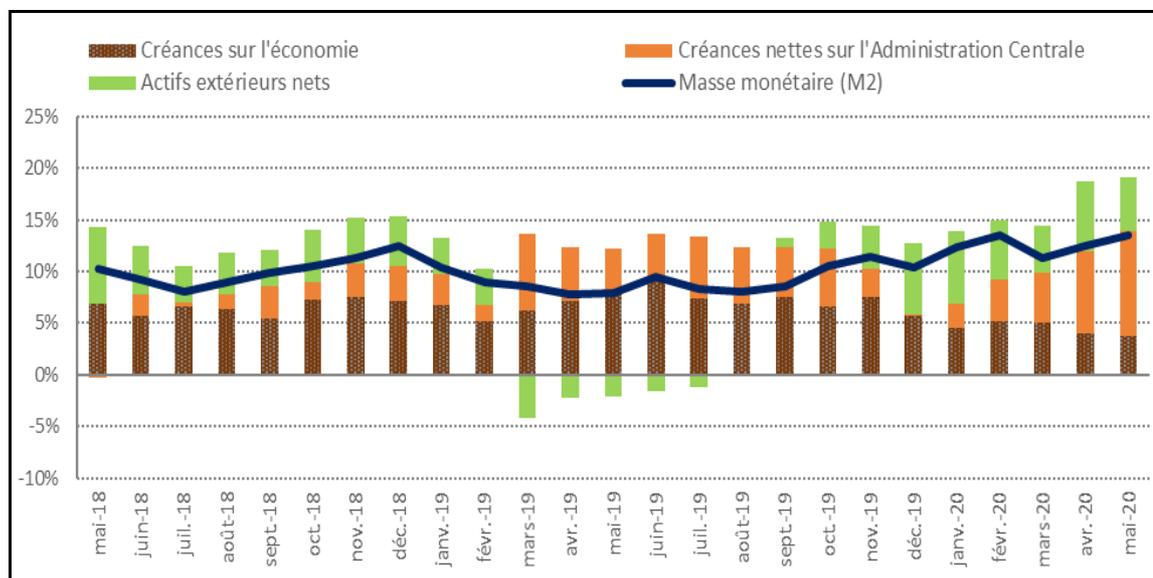
Source : BCEAO

En lien avec l'orientation des facteurs autonomes, les engagements des banques envers la Banque Centrale en mai 2020 ont augmenté de 796,2 milliards, après un niveau de 76,2 milliards en avril 2020.

### 3.4 Situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin mai 2020 est marquée par une progression, en glissement annuel, de la masse monétaire (+13,6%). Cette évolution est portée par l'accroissement des créances des institutions de dépôt sur les secteurs résidents (+3.922,6 milliards) et de leurs acquisitions nettes d'actifs extérieurs (+ 1.477,3 milliards). Les dépôts se sont accrus, en glissement annuel, de 13,3% et la circulation fiduciaire s'est améliorée de 14,5%.

**Graphique 11 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle**



Source : BCEAO

<sup>1</sup> NB : Les données des encours ne concernent que les banques

### 3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

D'une année à l'autre, les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 1.477,3 milliards, soit 25,6%, en liaison essentiellement avec l'accroissement des AEN de la BCEAO (+1.475,0 milliards), l'augmentation des AEN des banques étant limitée (+2,3 milliards). Cette dynamique a été particulièrement soutenue par les mobilisations de ressources extérieures effectuées par les Etats pour faire face à la crise sanitaire. En particulier, les tirages sur les ressources du FMI ont induit une hausse de 1.358,8 milliards des avoirs en DTS. Les autres levées de fonds auprès des bailleurs internationaux et les encaissements de recettes d'exportation par les banques ont également contribué à améliorer le solde des dépôts inclus dans les réserves de change de 552,6 milliards.

Cette bonne dynamique des réserves a permis de maintenir leur couverture en mois d'importations à un niveau de plus de 6,0 mois, pour un troisième mois consécutif. Quant au taux de couverture de l'émission monétaire, il s'est établi à 75,3%, après 79,8% le mois précédent.

### 3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en glissement annuel, de 13,1%, pour s'établir à 39.942,2 milliards, en liaison avec la hausse des créances sur les administrations publiques centrales (APUC) et celles sur l'économie.

**Tableau 6 : Situation monétaire à fin mai 2020**

(Encours en fin de période, en milliards de FCFA sauf indication contraire)

	Dec-19	May-19	Apr-20	May-20	mai-20			
					Mensuelle (3)	(4)/	Annuelle (4)/(2)	
					(niveau)	(%)	(niveau)	(%)
	(1)	(2)	(3)	(4)				
Masse monétaire	30,600.5	28,197.0	31,240.6	32,025.6	785.0	2.5	3,828.6	13.6
Actifs extérieurs nets	7,290.9	5,765.8	7,635.1	7,243.1	-392.0	-5.1	1,477.3	25.6
Créances intérieures	31,626.3	30,019.5	32,867.3	33,942.2	1,074.9	3.3	3,922.7	13.1
Créances nettes sur APUC*	8,118.1	7,605.0	9,552.1	10,459.9	907.8	9.5	2,854.9	37.5
Créances sur l'économie	23,508.2	22,414.6	23,315.2	23,482.3	167.1	0.7	1,067.7	4.8

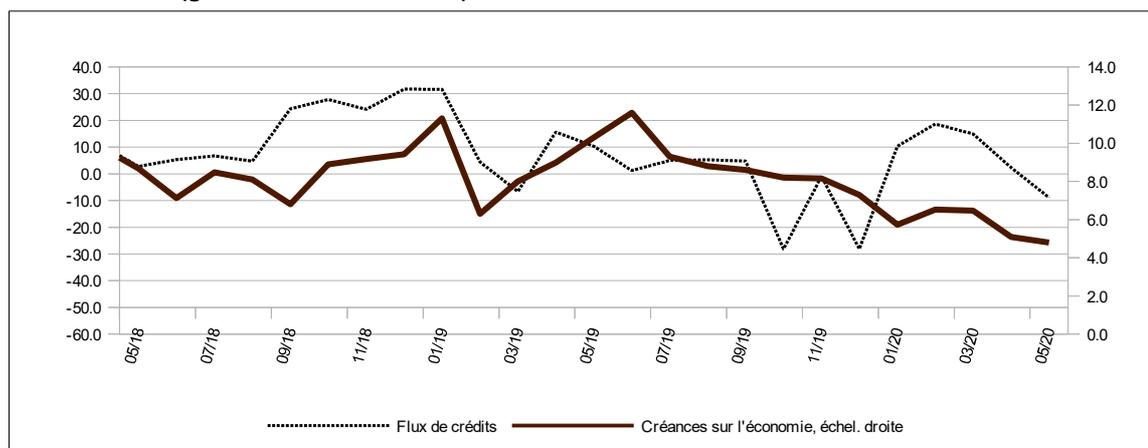
Source : BCEAO

(\*) APUC : Administrations Publiques Centrales

Le taux de croissance des créances sur l'économie s'est établi à +4,8% contre +5,1% un mois plus tôt et +10,3% à la même période de l'année 2019. Le ralentissement des crédits à l'économie, déjà perceptible en avril 2020, à la suite de la crise de la COVID-19, s'est donc poursuivi au cours du mois de mai 2020.

En particulier, les crédits aux ménages ont été les plus affectés. Le taux de croissance des prêts dont ont bénéficié les ménages auprès du système bancaire est passé de 9,3% en avril à 5,8%. Par contre, au niveau des entreprises, le rythme d'évolution des concours bancaires s'est globalement maintenu, ressortant à 5,2% contre 4,6% en avril. En effet, les mesures prises par la Banque Centrale et les mécanismes de garantie, mis en place par les Etats, ont permis de rassurer les banques, leur permettant de poursuivre leurs activités de financement des entreprises.

**Graphique 12 : Evolution comparée de nouvelles mises en place de crédits bancaires et des créances sur l'économie (glissement annuel en %)**



Source : BCEAO

La baisse du rythme de progression des créances sur l'économie entre avril et mai 2020 (+4,8% contre +5,1% en avril) est en phase avec le repli de nouvelles mises en place de crédits. En glissement annuel, les nouveaux concours bancaires ont reculé de 8,9% en mai 2020, après un accroissement de 2,3% en avril.

Sur une base mensuelle, les crédits nouvellement mis en place ont baissé de 9,8%, après une réalisation de -6,5% en avril et +11,3% en mars 2020. Ainsi, le cumul mensuel, toutes maturités confondues, est estimé à 1.150,6 milliards en mai 2020, après un niveau de 1.275,9 milliards le mois dernier, en lien avec le repli des crédits aux particuliers et aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC). Quant aux dépôts mobilisés par les banques de l'UEMOA, ils ont enregistré une hausse de 7,6% en mai 2020, en ressortant à 695,3 milliards contre 646,5 milliards le mois précédent. L'augmentation du volume des dépôts bancaires est imputable notamment aux entreprises individuelles, aux Etats et organismes assimilés, ainsi qu'aux particuliers. La baisse relevée au niveau des dépôts des entreprises privées du secteur productif, de la clientèle financière et des sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) a modéré la tendance. S'agissant du volume moyen hebdomadaire des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, il s'est limité à 236,5 milliards, en hausse de 10,7% par rapport à avril 2020. Dans ce contexte, les concours de la BCEAO aux banques se sont renforcés de 15,2%, en passant de 5.249,7 milliards à 6.045,9 milliards en mai 2020. Cette situation est intervenue au moment où les banques ont réduit leurs demandes de liquidités (-4,6%), notamment sur le guichet hebdomadaire (-11,3%), la hausse notée sur le guichet mensuelle ayant modéré la tendance (+12,0%).

Au niveau du financement de l'administration centrale, les institutions de dépôt ont accru leurs concours de 2.854,9 milliards entre mai 2019 et mai 2020, largement au-dessus de sa valeur de 2.186,8 milliards au mois d'avril 2020. En particulier, les financements sous forme de titres publics se sont accrus de 3.352,7 milliards, après celui de 2.317,7 milliards en avril. Les administrations centrales publiques ont eu recours au marché régional pour la couverture d'une partie de leurs dépenses liées à la crise, notamment les bons COVID-19 où 889,5 milliards ont été mobilisés au cours du mois sous revue, ce qui renforce leurs engagements vis-à-vis des banques.

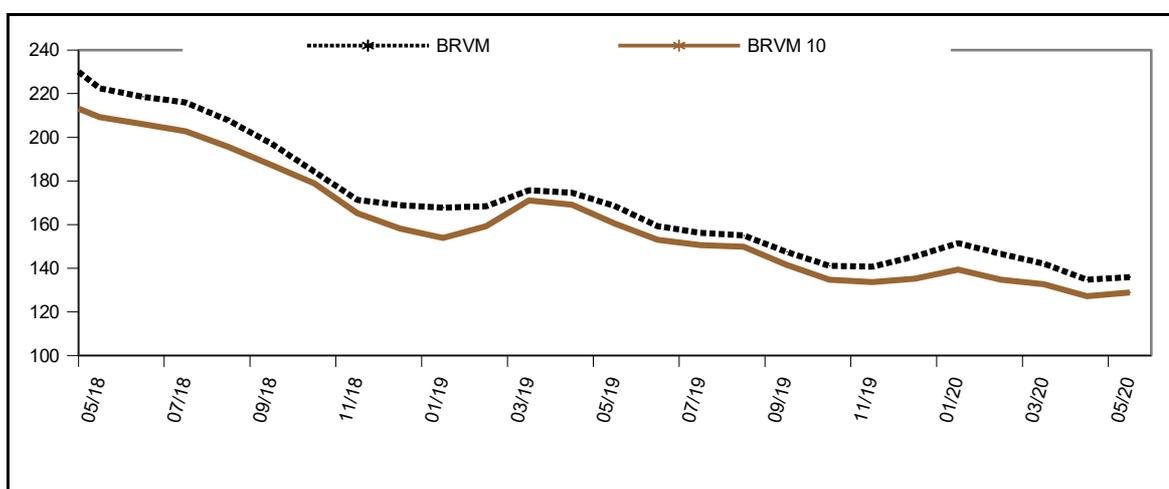
## IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA

*Les activités du marché boursier régional ont rompu avec leur tendance baissière, observée en avril dernier. En outre, les Etats ont accru leurs interventions sur le marché de titres de dette publique.*

### 4.1 Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les principaux indicateurs d'activité du marché ont repris avec la tendance haussière, interrompue en mars et avril derniers. L'indice BRVM 10 et celui du BRVM composite se sont accrus de 1,4% et 1,0% respectivement, s'établissant à 128,9 points et 136,9 points en mai 2020. Cette évolution est en lien avec les bonnes performances des secteurs de services publics et de communication.

**Graphique 13 : Evolution des indices boursiers de la BRVM (points)**



Source : BRVM

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 10 ont reculé respectivement de 19,3% et 19,7%, d'ampleur plus faible que le repli enregistré le mois précédent.

### 4.2.- Marché de titres de la dette publique

Les Etats membres de l'UEMOA ont poursuivi leurs émissions sur le marché financier régional, en vue de lever des ressources pour le financement des plans de riposte contre la pandémie à Covid-19. Au cours du mois de mai 2020, le volume des ressources levées sur le marché financier régional s'est ainsi accru de 564,5 milliards par rapport au mois précédent, pour s'établir à 1.338,5 milliards, dont 1.157,5 milliards de bons et 180,9 milliards d'obligations. Cette progression des ressources levées sur le marché financier régional est notamment liée aux émissions des bons Covid-19 sur la période sous revue. En effet, tous les pays de l'Union, à l'exception du Sénégal, ont eu recours à cet instrument financier pour un montant de 889,5 milliards.

Le taux de couverture<sup>2</sup> des émissions est ressorti, en moyenne, à 261,5% en mai 2020 contre 216,7% un an auparavant. Les bons ont représenté 86,5% des émissions.

<sup>2/</sup> Le taux de couverture est défini par le montant des souscriptions rapporté au montant sollicité lors du lancement de l'émission.

**Tableau 7 : Ressources mobilisées par les Etats en mai 2020 (en milliards)**

	2019	2020		Variation (mds)	
	mai	avril	mai	mensuelle	annuelle
Bons	172.5	469.7	1,157.5	687.9	985.0
Obligations	276.2	304.3	180.9	-123.3	-95.3
<b>Total</b>	<b>448.7</b>	<b>774.0</b>	<b>1,338.5</b>	<b>564.5</b>	<b>889.8</b>

Sources : UMOA -Titres, BCEAO

Sur le compartiment des bons du Trésor, les taux ont été en baisse, d'un mois à l'autre. Le taux d'intérêt moyen pondéré<sup>3</sup> est ressorti à 3,37% en mai 2020 contre 3,86% le mois précédent. Il est également ressorti en repli par rapport à mai 2019 où il était de 5,02%.

Pour les émissions obligataires, le taux de rendement moyen<sup>4</sup> s'est inscrit en baisse pour se situer à 6,40% au cours de la période sous revue, contre 6,48% en avril 2020. Comparativement au mois de mai 2019 (6,59%), il a enregistré un repli de 19 points de base.

Sur les marchés internationaux des capitaux, aucun Etat membre de l'Union n'est intervenu au cours du mois de mai 2020.

3/ Le taux moyen pondéré correspond au taux moyen sur les soumissions pondéré des montants retenus.

4/ Le taux de rendement moyen correspond au taux de rentabilité actuariel obtenu en gardant l'obligation jusqu'à l'échéance.

---

## V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA

*Après le creux du deuxième trimestre 2020, l'économie mondiale redémarrera avec la levée progressive des mesures de confinement dans plusieurs pays du monde. Toutefois, une deuxième vague du virus à grande échelle dans le monde pourrait être à l'origine de nouvelles perturbations de l'activité économique. Cette source d'incertitudes semble être confirmée par la flambée de nouvelles infections, notamment aux Etats-Unis, en Asie et en Afrique. Les valorisations tendues des actifs, la volatilité des cours des produits de base, la montée du protectionnisme et l'instabilité politique constituent également des risques baissiers. Du côté positif, des avancées en termes de vaccins et de traitements pourraient renforcer la confiance et l'activité économique. Dans ces conditions, les Etats et les banques centrales continueraient à utiliser tous les instruments à leur disposition pour protéger les vies, les emplois et les revenus des populations. Les actions vigoureuses entreprises soutiendraient la reprise de l'économie mondiale et augmenteraient la résistance du système financier, tout en apportant une protection face aux risques baissiers. A cet effet, la plupart des institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, OCDE, etc.) anticipent une baisse de l'économie mondiale en 2020, suivie d'une reprise à partir de 2021.*

*Au plan interne, sur le deuxième trimestre 2020, l'activité économique enregistrerait une dynamique morose, avec la baisse de la cadence, dans les économies de l'UEMOA. Les activités de l'ensemble des secteurs reculeraient, malgré la reprise amorcée au niveau de la plupart des pays partenaires commerciaux de l'Union. Les économies de l'UEMOA seraient tirées à la baisse par le reflux de la demande intérieure, ainsi que la lente reprise de certaines activités (transports, tourisme, etc.), du fait des retombées de la pandémie de Covid-19. Cette tendance pourrait être accentuée par la dégradation du climat sécuritaire et social. En rythme trimestriel, les économies de l'Union entreraient en récession au deuxième trimestre 2020, compte tenu des perturbations des activités induites par les mesures de prévention contre la Covid-19. La baisse des investissements privés et des revenus des ménages, ainsi que la désorganisation des activités économiques rendraient la reprise lente après la crise sanitaire. Les mesures prises par l'autorité monétaire de l'Union, notamment la baisse des taux directeurs, afin d'atténuer l'impact économique de la pandémie sur le système bancaire et le financement des activités économiques, et les plans de riposte et de relance des Etats exerceraient un effet modérateur.*

### 5.1. Environnement international

#### 5.1.1. Activité économique

Selon les dernières prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), parues le 24 juin 2020, la croissance de l'économie mondiale s'établirait à -4,9% en 2020, une évaluation plus faible que celle faite en avril 2020 (-3,0%). Le FMI prévoit une nette accélération, avec un taux d'augmentation du PIB mondial de 5,4% en 2021 (-0,7 point par rapport à avril 2020). La révision à la baisse des prévisions ont pris en compte l'aggravation de la pandémie dans de nombreux pays, qui a rendu nécessaires de strictes mesures de confinement et entraîné des perturbations de l'activité encore plus importantes que prévu. Le ralentissement reste profond et généralisé à l'ensemble des économies du monde. La production de services et la consommation se sont effondrées dans les grandes économies du monde. Le volume des échanges commerciaux, sources de revenus pour la plupart des pays émergents et en développement, tomberait à un niveau sans précédent en 2020 (-11,9%). Dans le cas d'une possible seconde vague

épidémique dans le courant de l'année, la contraction de l'économie mondiale serait de plus grande ampleur en 2020 et la reprise serait plus modeste en 2021. Les plans de soutien à l'économie annoncés par de nombreux pays et institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, etc), ainsi que les mesures d'assouplissement monétaire prises par les banques centrales réduiraient l'ampleur de ce choc.

Les **pays avancés** devraient enregistrer une baisse de 8,0% du PIB, en termes réels, en 2020, soit une dégradation de 1,9 point de pourcentage par rapport aux estimations du mois d'avril dernier avant de connaître une reprise plus forte en 2021, avec 4,8% de croissance économique (+0,3 point). Aux Etats-Unis, la croissance se maintiendrait en territoire négatif au deuxième trimestre 2020, avant de repartir à la hausse sur le reste de l'année, avec la bonne tenue de la consommation et de l'emploi. Au total, la croissance du PIB baisserait davantage en 2020 (-2,1 points), à -8,0%, avant de remonter à +4,5% en 2021 (-0,2 point). Outre l'impact de la pandémie, avec la nouvelle flambée épidémique, l'économie américaine serait affaiblie par les multiples tensions avec ses partenaires, notamment la Chine. Dans l'éventualité de la poursuite du rythme actuel de contaminations à la Covid-19, la récession serait de plus forte ampleur cette année, et le PIB américain se limiterait à une hausse modeste en 2021.

En **zone euro**, la Commission Européenne a revu à la baisse ses perspectives économiques, la croissance du PIB tombant à -8,7% en 2020 (-1,0 point par rapport à mai dernier), en lien avec les mesures de confinement de la population prises pour freiner la propagation du coronavirus et la détérioration de la conjoncture économique mondiale, avec la remontée de taux de contaminations aux Etats-Unis et dans les pays émergents. Un rebond de l'activité de 6,1% est attendu en 2021 (-0,2 point), sous l'hypothèse de la maîtrise de la pandémie et de la levée progressive des mesures restreignant les affaires. L'impact économique du confinement est plus fort qu'initialement prévu et la zone euro fait face à de nombreux risques, y compris une nouvelle vague majeure d'infections et l'absence d'accord dans les négociations post-Brexit. L'impact négatif de Covid-19 serait plus fort en France, Italie et Espagne, avec une baisse respective de plus 10,0% du PIB en 2020. En Allemagne, pays relativement épargné par la Covid-19, la contraction du PIB se limiterait à 6,3% en 2020 (+0,2 point).

**Tableau 8 : Prévision du taux de croissance, en glissement annuel (%)**

	Réalizations			Estimation	Prévision
	T4-2017	T4- 2018	T4- 2019	T1- 2020	T2- 2020
<b>Economies avancées</b>	<b>2.7</b>	<b>1.4</b>	<b>1.3</b>	<b>-2.1</b>	<b>-1.6</b>
<i>Etats-Unis</i>	2.8	2.5	2.3	0.3	0.4
<i>Zone euro</i>	3.0	1.2	1.0	-3.1	-2.5
<i>Japon</i>	2.6	-0.2	-0.7	-2.2	-1.5
<i>Royaume Uni</i>	1.6	1.4	1.1	-1.7	-0.8
<b>Economies émergentes</b>	<b>4.2</b>	<b>2.7</b>	<b>1.3</b>	<b>0.0</b>	<b>1.4</b>
<i>Chine</i>	6.8	6.5	3.1	-6.8	3.2
<i>Inde</i>	7.2	5.7	4.1	3.3	3.0
<i>Brésil</i>	2.4	1.3	1.6	-0.2	0.1
<i>Autres (Russie et AFS)</i>	2.2	0.3	-0.5	-0.2	0.2
<b>Pays partenaires de l'UEMOA</b>	<b>2.6</b>	<b>1.3</b>	<b>1.0</b>	<b>-1.4</b>	<b>-1.2</b>
<i>Suisse</i>	2.4	1.4	1.5	-1.5	-0.8
<i>Afrique du Sud</i>	2.2	0.2	-0.6	-0.3	0.1
<i>Autres (France, Pays-Bas et Etats-Unis)</i>	2.9	2.3	1.9	-0.1	0.0

Sources : OCDE, calculs BCEAO

---

Au Royaume-Uni, selon la Banque d'Angleterre, après la baisse attendue du PIB au deuxième trimestre 2020 (-25,0%), l'activité repartirait à la hausse sur le reste de l'année, avec la levée progressive des mesures de confinement et le regain espéré de la demande mondiale. D'après le FMI, le PIB britannique se contracterait de 10,2% en 2020, suivie d'une reprise de 6,3% en 2021. La survenance de la seconde vague épidémique et la fin de la période de transition sans accord sur le post-Brexit sont les principaux risques baissiers en Grande-Bretagne.

Selon le FMI, l'économie japonaise enregistrerait un recul de 5,8% en 2020 (-0,7 point), avant la reprise de 2,4% en 2021. En cas de nouvelle vague de contaminations à la Covid-19, la baisse du PIB japonais se poursuivrait en 2021. La mauvaise tenue de la consommation depuis la hausse de la TVA, de 8% à 10%, en octobre 2019, et l'impact négatif de Covid-19 sur les exportations et l'activité industrielle expliquent la baisse des performances nipponnes. L'activité dans le secteur des services se ressentirait également, réduisant les espoirs d'un rebond porté par la demande intérieure et extérieure en 2021.

Dans les pays émergents, après un taux de croissance du produit intérieur brut chinois de 6,1% en 2019, un plus bas niveau de près de 30 ans, les perspectives économiques se sont considérablement assombries cette année, l'épidémie de coronavirus et le confinement strict ayant gravement perturbé l'activité des entreprises. A cet effet, le FMI anticipe une hausse limitée du PIB de 1,0% en 2020 (-0,2 point) et un rebond de 8,2% en 2021 (-1,0 point). Le gouvernement chinois s'est abstenu de fixer un objectif de croissance. Les mesures de soutien monétaire et budgétaire réduiraient les effets de Covid-19 et assureraient la reprise en 2021. Dans les autres pays émergents (Russie, Inde, Brésil, etc.), avec le bas niveau des cours du pétrole, les perturbations intérieures de l'activité et le repli de la demande extérieure (effets négatifs de Covid-19), la croissance est revue à la baisse en 2020. Les mesures budgétaires (versement anticipé de certaines prestations sociales, soutien à l'emploi, etc.) et monétaires (baisse de taux directeur, assouplissement des règles prudentielles, etc.) visant à maintenir la vigueur de la consommation des ménages compenseraient les effets des risques baissiers.

En Afrique subsaharienne, selon le FMI, le taux de croissance du PIB s'établirait, dans le meilleur des cas, à -3,2% (-1,6 point), avant un rebond à 3,4% en 2021 (-0,6 point). La baisse historique du PIB de la région est notamment liée aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et au recul de la demande des produits de base, du fait de la pandémie à Covid-19. La reprise de 2021 est subordonnée à la stabilisation de la crise sanitaire et à la poursuite d'assouplissement progressif des restrictions d'activités économiques dans la région et au niveau des pays partenaires. A cet effet, en Afrique du Sud, selon le Gouvernement, le PIB baisserait de 7,2% en 2020 (un chiffre proche des dernières prévisions de la Banque Centrale : -7,0%), sous l'effet de vigoureuses mesures d'arrêt de l'activité économique. L'économie nigériane se contracterait de 5,4% cette année (-2,0 points), en lien avec l'effondrement des prix du pétrole, la baisse des quotas de production de pétrole et le repli de l'activité industrielle. La Banque centrale du pays est plus optimiste que le FMI, avec une baisse attendue de 3,4%. En 2021, la reprise économique se limiterait à 2,6% à la faveur d'une remontée des cours de l'or noir et d'une hausse de la production. Au Ghana, les performances de l'économie resteraient stables (+1,5% en 2020 et +5,9% en 2021). Les pays de la Zone CEMAC devraient connaître une baisse de leur PIB en 2020 (-5,9% selon la BEAC, après une baisse de 1,6% attendue en mars 2020 et de 3,7% estimé en juin 2020 par le FMI), en lien avec la crise sanitaire et le repli des cours des principaux produits d'exportation. La Banque Centrale (BEAC) de ces pays estime qu'au

premier semestre 2020, la perturbation des circuits d'approvisionnement en produits importés ainsi que les mesures restrictives adoptées par les différents gouvernements pour contenir les effets de la pandémie à Covid-19 ont négativement impacté la croissance des pays de la région.

### 5.1.2. Inflation dans les pays partenaires

Les tendances inflationnistes diminueraient dans la plupart des économies avancées, émergentes et celles des principaux partenaires commerciaux de l'Union, sauf en Europe où l'éventualité d'un post-Brexit sans accord avec le Royaume-Uni pousserait les prix à la consommation à la hausse. A cet effet, les pressions inflationnistes demeureraient faibles, du fait notamment du bas niveau des prix de l'énergie et de la demande globale. Cette tendance a été atténuée par la hausse des prix des produits alimentaires et de services sanitaires, ainsi que l'augmentation des coûts due aux ruptures d'approvisionnement.

Au niveau des pays voisins, la fermeté des prix, en phase avec le renchérissement des produits alimentaires et des importations, du fait des restrictions des mouvements des marchandises, se poursuivrait. Pour le cas particulier du Nigeria, la progression des prix serait attribuable à la hausse de ceux des denrées alimentaires, du transport et des services médicaux, en lien avec la Covid-19.

Dans ce contexte de faibles pressions inflationnistes et de double choc sur la demande et l'offre lié à la Covid-19, les banques centrales des pays avancés maintiendraient le cap dans l'approfondissement de leur politique monétaire accommodante (banques centrales américaine, européenne, britannique et japonaise, ainsi que celles des pays émergents et en développement). A cet effet, les dernières projections macroéconomiques du 4 juin 2020, établies par les services de la BCE, mettent en évidence la dégradation des perspectives d'inflation. L'inflation poursuivrait le ralentissement amorcé en 2019, passant de 1,2% à 0,3% en 2020, avant de remonter à 0,8% en 2021 et 1,3% en 2022, au lieu des taux respectifs de 1,1%, 1,3% et 1,6% prévus le 12 mars 2020.

Selon les groupes de pays, l'évolution de l'inflation se présente comme suit :

**Tableau 9 : Prévision du taux d'inflation, en variation annuelle (%)**

	Réalizations			Estimations	Prévisions
	Dec-18	Dec-19	Apr-20	May-20	Jun-20
<b>Economies avancées</b>	<b>1.34</b>	<b>1.12</b>	<b>-0.09</b>	<b>-0.29</b>	<b>-0.11</b>
<i>Etats-Unis</i>	1.91	2.29	0.30	0.10	0.60
<i>Zone euro</i>	1.50	1.30	0.30	0.10	0.30
<i>Autres</i>	0.93	0.47	-0.80	-1.00	-0.95
<b>Economies émergentes</b>	<b>4.33</b>	<b>5.72</b>	<b>3.68</b>	<b>3.47</b>	<b>3.48</b>
<i>Chine</i>	1.90	4.50	3.30	2.40	2.50
<i>Inde</i>	5.24	9.63	5.40	5.10	5.10
<i>Brésil</i>	4.40	4.03	2.90	2.90	2.90
<i>Autres</i>	4.01	3.68	2.75	2.45	2.55
<b>Pays partenaires de l'UEMOA</b>	<b>2.03</b>	<b>1.91</b>	<b>0.56</b>	<b>0.49</b>	<b>0.55</b>
<i>Suisse</i>	0.69	0.16	-1.10	-1.30	-1.30
<i>Afrique du Sud</i>	4.40	4.03	2.90	2.90	2.90
<i>Autres</i>	1.94	2.51	0.77	0.67	1.12
<b>Pays voisins de l'UEMOA</b>	<b>11.09</b>	<b>11.26</b>	<b>12.03</b>	<b>12.21</b>	<b>12.32</b>
<i>Nigeria</i>	11.44	11.98	12.34	12.40	12.56
<i>Ghana</i>	9.43	7.90	10.60	11.30	11.20

Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

### 5.1.3. Prix des produits de base

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'Union enregistreraient des évolutions à la hausse entre mai et juin 2020. Quant aux principaux produits alimentaires importés par les pays de l'Union, leurs prix augmenteraient également sur la proche période.

La bonne tenue des cours internationaux concerne tous les produits de base exportés par les pays de l'Union, à l'exception de ceux du cacao, plombés par la faiblesse de la demande dans un contexte de dégradation de la qualité des fèves, du fait de fortes pluies enregistrées en Côte d'Ivoire. Les marchés des matières sont en général soutenus par le regain d'espoir de la reprise de la demande mondiale, notamment celle en provenance de la Chine où l'activité industrielle a redémarré après la levée des mesures de confinement.

**Tableau 10 : Estimations des cours des matières premières (variation mensuelle en %)**

Principales matières premières	Réalizations					Prévisions
	Dec 18	Dec 19	Mar 20	Apr 20	May 20	Jun 20
<b>Produits exportés</b>	<b>-1.6</b>	<b>0.9</b>	<b>-11.4</b>	<b>-2.2</b>	<b>4.5</b>	<b>2.2</b>
Pétrole	-13.1	5.0	-39.8	-31.3	36.9	30.8
Café robusta	-7.4	-0.1	-0.7	-7.4	2.4	0.3
Cacao	1.1	-2.9	-13.8	-2.7	1.7	-3.9
Coton	-1.1	3.7	-15.0	-8.3	8.3	5.3
Huile de palme	-25.5	16.7	-15.3	-9.6	-5.9	11.8
Huile de palmiste	6.1	31.7	-14.6	4.5	-5.1	0.6
Caoutchouc	3.4	4.9	-9.6	-10.3	-0.9	0.6
noix de cajou	-6.9	3.2	-15.3	-17.6	4.3	0.3
Or	2.6	0.6	-0.3	5.8	1.9	0.9
<b>Produits importés</b>	<b>1.2</b>	<b>3.5</b>	<b>-4.0</b>	<b>-0.4</b>	<b>2.6</b>	<b>0.9</b>
Huile de soja	1.8	5.6	-11.1	-2.5	1.7	5.2
Blé	2.6	4.9	-2.6	1.4	-5.1	-3.3
Riz	-2.2	5.7	0.1	12.9	8.3	-1.8
Maïs	3.1	1.5	-4.7	-10.7	-0.8	2.8

Sources : Reuters, calculs BCEAO

Sur le marché du pétrole, les cours continuent sur une dynamique haussière, soutenus par la reprise de la demande mondiale, dans un contexte de réduction de la production. En effet, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande mondiale de pétrole s'établirait à 92,1 millions de barils par jour (bpj) cette année, soit 900.000 bpj de plus que ce qui était attendu au mois de mai 2020. L'assouplissement des mesures de confinement dans de nombreux pays a entraîné une forte reprise des livraisons de carburant en mai et juin 2020. Les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses alliés ont réduit, depuis le début du mois de mai 2020, leur production de 9,7 millions de barils par jour (bpj) ou 10,0% de l'offre mondiale totale. L'organisation a convenu au début du mois de juin de prolonger l'accord de réduction de la production de même ampleur jusqu'à la fin juillet 2020 et ensuite le volume de l'offre mondiale de pétrole serait diminué de 7,7 millions de bpj jusqu'en décembre 2020.

La reprise de la demande mondiale, avec l'assouplissement du confinement dans certains pays, les politiques de soutien des programmes de biodiesel en Indonésie et en Malaisie, ainsi que la nécessaire reconstitution des stocks, en particulier en Inde et en Chine, et la baisse de la production en Malaisie et en Indonésie soutiendraient les prix de l'huile de palme. Les prix du coton continueraient d'être renforcés par les achats de la Chine, ainsi que la perspective de la baisse de la récolte, en liaison avec le temps sec qui sévit dans la principale région cotonnière des Etats-Unis. Les prix du café seraient tirés à la hausse par la reprise de la demande et la

---

réduction de l'offre. L'accroissement de la demande est en lien avec la réouverture progressive des économies. La prolifération du coronavirus au Brésil et la rétention de stocks par les planteurs vietnamiens, en lien avec la sécheresse et le coronavirus, affaibliraient les disponibilités du café sur les marchés.

En revanche, les cours du cacao baisseraient, en lien avec les difficultés de maîtrise du coronavirus dans un certain nombre de pays qui perturbent l'évolution de la demande, dans un contexte de bonnes perspectives de production. En effet, en Côte d'Ivoire, des pluies tombées ces dernières semaines dans la ceinture cacaoyère sont au dessus de la moyenne, ce qui augure une bonne campagne.

Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA augmenteraient au cours de la proche période, à l'exception de ceux du blé et du riz. Cette tendance haussière serait en phase avec la perspective d'une reprise de l'économie mondiale, dans un contexte où l'offre serait réduite du fait du déficit hydrique en Europe. Les cours du blé seraient à la baisse dans les prochaines semaines, en relation avec les perspectives de disponibilités mondiales abondantes de ce produit lors de la nouvelle campagne. Le ralentissement des activités commerciales et les fluctuations des taux de change chez certains exportateurs ont tiré à la baisse les prix du riz.

## **5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA**

Pour le mois de juin 2020, les économies de l'Union renoueraient avec la reprise, tirée par la hausse attendue de la demande intérieure et extérieure, du fait de la levée des mesures restreignant certaines activités. La tendance haussière des cours internationaux de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA auraient des effets positifs sur le budget des Etats de l'Union, atténuant les retombées de la Covid-19 sur la croissance. Cependant, la dégradation du climat sécuritaire, social et politique amoindrirait le profil ascendant des économies de l'Union.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de la BCEAO, l'activité économique serait bien orientée dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de celui des bâtiments et travaux publics. Les chefs d'entreprises interrogés anticipent une hausse de leurs activités, en lien avec l'accroissement de la demande. En revanche, les bâtiments et travaux publics continueraient d'être affectés par la baisse de nouveaux travaux.

Selon les estimations effectuées par la BCEAO sur la base des résultats susvisés et les dernières informations disponibles, la baisse de l'activité économique, en glissement annuel, serait de plus grande ampleur au deuxième trimestre 2020 (-6,2% au lieu de -2,6% anticipé précédemment), suivie d'une reprise au troisième trimestre 2020 (+2,1%). En variation trimestrielle, le taux de croissance resterait négatif pour un deuxième trimestre consécutif (-7,9% au deuxième trimestre, après une réalisation de -1,0% au premier trimestre 2020). Les performances économiques au deuxième trimestre 2020 seraient affaiblies au niveau des activités commerciales (-20,5%), des bâtiments et travaux publics (-19,2%), industrielles (-7,5%) et de services (-7,2%), en conséquence aux mesures de prévention prises par les Etats de l'Union, restreignant ou interdisant certaines activités.

Du côté de la demande, les dépenses d'équipement se sont effondrées, au profit des dépenses courantes de consommation, soutenues par les mesures d'urgence de soutien aux ménages, prises par certains Etats. Les revenus des particuliers ont fortement baissé, avec la

désorganisation des activités du secteur informel et le recul des transferts de la diaspora. Les exportations des pays de l'Union ont diminué, en lien avec les mesures prises pour contenir la Covid-19. En revanche, les importations se sont fortement accrues. Les indicateurs du climat des affaires attestent à leur tour de la détérioration de la conjoncture au deuxième trimestre 2020. Au total, tous les indicateurs conjoncturels récents signalent l'entrée des économies de l'Union en phase de récession, à l'instar de l'économie mondiale.

Par branche, la dynamique de l'économie de l'Union est projetée comme suit :

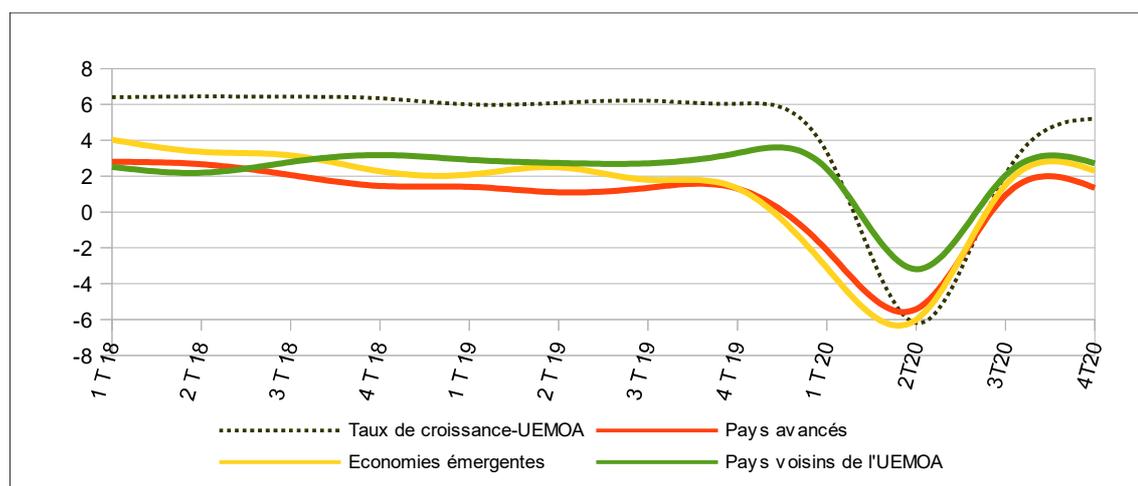
**Tableau 11 : Evolution de la croissance au sein de l'UEMOA par secteur d'activité (contribution en point de %)**

Branche d'activités	Taux de croissance Annuel (%)		Taux de croissance trimestrielle (glissement annuel %)								
	Estimations		Estimations							Prévision	
	2018	2019	T2-2018	T3-2018	T4-2018	T2-2019	T3-2019	T4-2019	T1-2020	T2-2020	T3-2020
<b>Secteur primaire</b>	<b>1.4</b>	<b>1.0</b>	<b>4.9</b>	<b>4.7</b>	<b>4.4</b>	<b>4.2</b>	<b>4.2</b>	<b>4.4</b>	<b>3.7</b>	<b>0.3</b>	<b>0.3</b>
Agriculture vivrière	1.3	0.7	5.0	5.1	5.0	3.9	3.9	4.1	4.4	0.2	0.2
Agriculture de rente (ou exportation)	0.2	0.2	8.2	4.9	2.6	3.7	3.3	3.1	0.0	0.0	0.1
Sylviculture	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Pêche	-0.1	0.2	-4.1	-2.3	-0.1	9.3	10.2	10.7	5.2	0.1	0.1
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1.3</b>	<b>1.5</b>	<b>9.5</b>	<b>9.7</b>	<b>9.3</b>	<b>7.7</b>	<b>7.8</b>	<b>7.1</b>	<b>3.6</b>	<b>-2.1</b>	<b>0.2</b>
Activités extractives	0.2	0.1	21.8	20.1	16.3	2.6	0.5	-0.5	3.6	0.1	0.2
Industries manufacturières	0.7	0.9	6.1	6.5	6.4	8.0	8.4	8.2	2.7	-1.5	0.2
Production énergie	0.1	0.1	3.9	4.5	5.2	8.4	9.3	6.9	-2.1	0.1	0.1
BTP	0.3	0.4	11.3	12.3	12.9	10.5	11.5	10.2	7.3	-0.8	-0.2
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3.9</b>	<b>3.1</b>	<b>6.4</b>	<b>6.6</b>	<b>6.7</b>	<b>6.4</b>	<b>6.5</b>	<b>6.4</b>	<b>3.1</b>	<b>-4.4</b>	<b>1.5</b>
Commerce	0.6	0.7	5.4	5.6	5.9	5.7	5.9	6.2	2.9	-2.5	-0.6
Transports, postes et communications	0.9	0.6	7.7	8.0	7.9	6.2	6.2	6.1	1.4	-1.7	-0.3
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	1.1	1.3	6.6	6.7	6.7	7.8	7.9	7.1	2.3	0.7	1.1
Services non marchands	0.6	0.5	6.3	6.4	6.8	5.0	5.3	5.6	6.9	-0.3	0.8
Impôts et taxes	0.7	0.5	6.8	5.9	5.7	5.8	6.0	6.2	3.0	-0.5	0.6
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>6.6</b>	<b>6.1</b>	<b>6.7</b>	<b>6.7</b>	<b>6.6</b>	<b>6.1</b>	<b>6.2</b>	<b>6.0</b>	<b>3.3</b>	<b>-6.2</b>	<b>2.1</b>

Source : BCEAO

Le profil des économies des l'Union reste influencé par ceux des pays partenaires commerciaux.

**Graphique 14 : Dynamique récente de l'activité économique des pays de l'UEMOA (%)**



Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

Le choc économique lié à la pandémie à Covid-19 a été beaucoup plus sévère, imprévisible et généralisé à tous les pays de l'Union que la crise de 2008. En effet, dès le mois d'avril dernier, le Fonds Monétaire International (FMI), au regard de la baisse attendue du PIB des pays partenaires commerciaux et des cours des produits de base, anticipe que les pays de l'Union connaîtraient un fort ralentissement en 2020 (2,5% contre 6,1% en 2019), avant de reprendre avec leur forte croissance en 2021 (+6,8%). Cette tendance, confirmée par la Banque Mondiale, le 8 juin 2020, a été fortement dégradée, le 30 juin 2020. Ainsi, dans la mise à jour des perspectives économiques de l'Afrique Subsaharienne, le FMI n'attend plus que 1,3% pour l'UEMOA. Les informations les plus récentes du Fonds font état d'une baisse du taux de croissance de 1,3% à 1,1% au Sénégal (première revue du programme avec le Fonds). En outre, la hausse continue des cas de contaminations dans certains pays de l'Union (Côte d'Ivoire, Sénégal, etc), les poches de sécheresse dans les pays du sahel et les tensions sécuritaires, sociales et politiques induiraient de nouvelles baisses des perspectives économiques de l'UEMOA. Dans ces conditions, les économies de l'Union enregistreraient une baisse de leur PIB en 2020 et une légère remontée en 2021.

Tableau 12 : Prévisions de taux de croissance des pays de l'UEMOA par les institutions internationales (%)

	Fonds Monétaire International (FMI)						Banque Mondiale			Banque Africaine de Développement (BAD) -juillet-20				
	avril-20			juin-20			juin-20			est	Base (fin Covid-19 en juillet)		Pessimiste (fin Covid-19 en décembre)	
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2020	2021
Bénin	6.4	4.5	6.0	6.9	2.2	6.0	6.9	3.2	6.0	6.7	3.3	4.5	1.2	4.1
Burkina	5.7	2.0	5.8	5.7	0.9	4.7	5.7	2.0	5.8	5.7	1.6	5.3	0.7	4.5
Côte d'Ivoire	6.9	2.7	8.7	6.9	1.8	6.2	6.9	2.7	8.7	6.9	3.0	6.6	1.5	5.0
Guinée-Bissau	4.6	-1.5	3.0	4.5	-1.9	4.0	4.7	-1.6	3.1	4.5	-1.5	2.5	-3.1	2.0
Mali	5.1	1.5	4.1	5.1	0.0	5.5	5.1	0.9	4.0	5.0	1.4	4.0	-0.5	3.3
Niger	5.8	1.0	8.1	5.5	0.5	6.9	6.3	1.0	8.1	5.9	1.1	5.8	-0.7	4.4
Sénégal	5.3	3.0	5.5	5.3	1.3	4.0	5.3	1.3	4.0	5.2	2.8	5.1	0.1	2.6
Togo	5.3	1.0	4.0	5.3	1.0	4.0	5.3	1.0	4.0	5.3	0.9	3.7	-1.3	2.4
<b>UEMOA</b>	<b>6.1</b>	<b>2.5</b>	<b>6.8</b>	<b>6.1</b>	<b>1.3</b>	<b>5.6</b>	<b>6.1</b>	<b>1.9</b>	<b>6.3</b>	<b>6.0</b>	<b>2.3</b>	<b>5.4</b>	<b>0.5</b>	<b>4.0</b>

Sources : FMI, Banque Mondiale, BAD, BCEAO

### 5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union

En complément aux mesures déjà mises en œuvre, depuis mars 2020, pour contrer les effets néfastes de la pandémie sur l'activité économique, la BCEAO a, le 22 juin 2020, décidé de baisser ses taux directeurs de 50 points de base. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité passe ainsi de 2,50% à 2,00% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal est ramené de 4,50% à 4,00%. Cette décision est en vigueur depuis le 24 juin 2020. Avec le maintien de ses adjudications au taux fixe de 2,00%, les conditions de mobilisation de ressources au niveau des marchés monétaires poursuivraient leur détente. La hausse attendue des concours de la BCEAO et des besoins réels des banques renforcerait les agrégats monétaires. En effet, les prévisions des besoins réels de liquidité pour

la proche période se situerait autour de 3.488,3 milliards sur le guichet hebdomadaire, en hausse de 59,6 milliards ou 1,7%.

En conséquence, selon les estimations, la masse monétaire de l'Union se situerait à 32.146,1 milliards en juin 2020 contre une réalisation de 28.416,2 milliards un an plus tôt. La hausse de 3.729,9 milliards (ou +13,1%) qui en résulterait serait imputable à la progression de 3.801,0 milliards (+12,5%) des créances intérieures et à la consolidation de 1.144,3 milliards des actifs extérieurs nets. En particulier, l'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration centrale ((+2.748,5 milliards ou +35,3%) et à celle des créances sur l'économie (+1.052,4 milliards ou +4,6%).

Sous l'angle de ses composantes, l'accroissement de la masse monétaire se traduirait à fin juin 2020, en glissement annuel, par la hausse des dépôts (+2.700,0 milliards, soit 12,2%) et de la circulation fiduciaire (+1.029,9 milliards, soit 16,4%).

#### 5.4. Perspectives d'inflation

Les informations disponibles à ce jour font état de la poursuite de la tendance haussière du taux d'inflation, à +1,7%, en glissement annuel, à fin juin 2020, après une réalisation de 1,8% le mois précédent. Le maintien du rythme ascendant du niveau général des prix est essentiellement imputable à la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires dans la plupart des pays de l'Union. Cette évolution serait en lien avec l'approvisionnement insuffisant des marchés, induit par la baisse de la production agricole dans certains pays de l'Union. La baisse du rythme de progression de la composante « Transports », avec le recul des prix des carburants, notamment au Burkina, au Mali et au Togo, dans le sillage de celui des cours internationaux du pétrole brut, exercerait un effet modérateur. L'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est accru de 2,2 points ou 2,4% en juin 2020, une première hausse depuis le début de l'année. Les accroissements concernent les prix des huiles végétales, du sucre et des produits laitiers, atténué par la poursuite de la tendance baissière des prix des céréales et de la viande.

**Tableau 13 : Evolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)**

Fonctions	Réalizations							Prévision
	Dec 17	Dec 18	Dec 19	Feb 20	Mar 20	Apr 20	May 20	Jun 20
Produits alimentaires et boissons	0.5	0.0	-0.5	0.8	0.8	1.2	1.3	1.4
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0	0.0
Habillement	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Logement	0.0	0.3	0.2	0.4	0.3	0.1	0.2	0.1
Ameublement	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
Santé	0.1	0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Transport	0.1	0.3	0.1	0.2	0.1	0.1	0.1	0.0
Communication	-0.2	0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Loisirs et culture	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Enseignement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Restaurants et Hôtels	0.2	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Autres biens	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
<b>Ensemble</b>	<b>0.9</b>	<b>1.1</b>	<b>-0.5</b>	<b>1.5</b>	<b>1.3</b>	<b>1.5</b>	<b>1.8</b>	<b>1.7</b>

Sources : INS, BCEAO

---

La reprise de la demande mondiale, suite à l'assouplissement des mesures de confinement liées à la Covid-19 dans de nombreux pays, et les perspectives de réduction de l'offre en lien avec la pénurie prolongée de main-d'œuvre immigrée expliquent la tendance haussière des prix des produits alimentaires importés.

Sur la proche période, le taux d'inflation maintiendrait sa progression, à respectivement +1,8% et 1,9% en juillet et août 2020, en raison essentiellement de la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole, dans un contexte où les marchés seront insuffisamment approvisionnés par les produits locaux. Le regain de dynamisme de la demande, en produits alimentaires et sanitaires, et les perturbations des échanges commerciaux avec le Nigeria renforceraient la dynamique haussière des prix à la consommation. Cette tendance serait amoindrie par la baisse des prix des produits alimentaires importés, du fait de l'offre suffisante, les prévisions de la FAO indiquant une offre supplémentaire de 9,3 millions de tonnes de céréales par rapport aux précédentes prévisions. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation s'établirait à +1,8%, après une réalisation de -0,7% en 2019, sous l'influence de la fermeté des prix des produits alimentaires et de la reprise des cours du pétrole.



---

## **ANNEXES STATISTIQUES**

Tableau A.1: Variation du chiffre d'affaires par branche

Tableau A.2: Indice de la production industrielle par branche

Tableau A.3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA

Tableau A.4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA (contribution en points de %)

Tableau A.5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement

Tableau A1 : Evolution du chiffre d'affaires par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	mai	mai	déc	avril	mai.(*)	avril	mai.(*)
<b>PRODUITS DE L'ALIMENTATION</b>	<b>6.1</b>	<b>1.4</b>	<b>2.5</b>	<b>-3.8</b>	<b>-2.5</b>	<b>-7.0</b>	<b>-10.4</b>
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	-0.2	0.2	1.9	0.2	-0.6	-0.3	-1.1
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	0.4	-0.1	0.1	-0.5	-0.1	-0.2	-0.1
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	5.9	1.3	0.4	-3.5	-1.8	-6.5	-9.2
<b>EQUIPEMENT DE LA PERSONNE</b>	<b>0.7</b>	<b>0.0</b>	<b>-0.3</b>	<b>-0.3</b>	<b>-0.2</b>	<b>-1.0</b>	<b>-1.1</b>
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0.7	0.0	-0.3	-0.3	-0.2	-1.0	-1.1
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>EQUIPEMENT DU LOGEMENT</b>	<b>-1.9</b>	<b>-1.3</b>	<b>0.2</b>	<b>0.0</b>	<b>-0.9</b>	<b>-0.7</b>	<b>-0.1</b>
Ameublement, équipements et produits ménagers	0.4	0.3	0.0	-0.7	-0.2	-0.4	-0.8
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	-2.3	-1.6	0.2	0.7	-0.7	-0.3	0.7
<b>AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIECES DETACHEES</b>	<b>0.9</b>	<b>-0.6</b>	<b>1.6</b>	<b>-2.6</b>	<b>0.4</b>	<b>-1.7</b>	<b>-0.7</b>
Véhicules automobiles neufs	0.6	-0.2	-0.7	-1.5	0.4	-1.2	-0.7
Véhicules automobiles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Motocycles neufs	-0.2	-0.2	1.2	-0.7	-0.2	0.1	0.1
Motocycles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	0.5	-0.3	1.0	-0.4	0.3	-0.5	0.0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>PRODUITS PETROLIERS</b>	<b>7.8</b>	<b>2.6</b>	<b>-4.6</b>	<b>-6.1</b>	<b>-1.6</b>	<b>-6.1</b>	<b>-10.0</b>
Produits pétroliers	7.8	2.6	-4.6	-6.1	-1.6	-6.1	-10.0
<b>PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES</b>	<b>1.9</b>	<b>0.4</b>	<b>-1.8</b>	<b>1.5</b>	<b>-2.5</b>	<b>0.0</b>	<b>-2.5</b>
Produits pharmaceutiques et médicaux	1.7	0.4	-1.7	1.5	-2.6	0.0	-2.4
Parfumerie et produits de beauté	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1
<b>PRODUITS DIVERS</b>	<b>-2.9</b>	<b>-2.0</b>	<b>-0.2</b>	<b>0.3</b>	<b>-2.5</b>	<b>-0.2</b>	<b>-0.2</b>
Machines de bureau et matériel et informatique	-0.1	0.2	-0.4	-0.3	0.1	0.0	0.0
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0.0	-0.1	-0.1	0.0	0.1	0.0	0.1
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	0.2	0.1	0.2	-0.3	0.0	-0.1	-0.1
Autres produits	-3.0	-2.2	0.1	0.8	-2.8	-0.1	-0.2
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>12.6</b>	<b>0.6</b>	<b>-2.6</b>	<b>-11.1</b>	<b>-9.7</b>	<b>-16.6</b>	<b>-25.1</b>

Source : BCEAO

(\*) données provisoires, CVS

**Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche, (contribution en point de %)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019	2020			2020	
	mai	mai	déc	avril	mai.(*)	avril	mai.(*)
<b>PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>4.0</b>	<b>4.6</b>	<b>0.8</b>	<b>-0.3</b>	<b>0.6</b>	<b>1.4</b>	<b>-1.6</b>
Pétrole brut et gaz naturel	1.3	0.1	-0.5	0.1	-2.4	-3.5	-1.3
Minerais d'uranium et de thorium	0.2	0.0	0.2	0.0	0.4	0.1	0.1
Minerais métalliques	1.8	4.3	0.6	-0.4	3.8	3.7	-0.5
Autres minerais	0.7	0.2	0.5	0.0	-1.1	1.2	0.2
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>0.8</b>	<b>-4.7</b>	<b>-2.8</b>	<b>-2.6</b>	<b>0.0</b>	<b>-10.5</b>	<b>-5.6</b>
Produits alimentaires et de boissons	-1.2	-5.0	-3.1	-1.7	-0.5	-9.0	-4.2
Produits à base de tabac	0.0	-0.1	1.6	0.0	-0.4	0.1	0.1
Textiles	-0.2	-0.1	0.9	-0.1	0.4	1.0	1.0
Articles d'habillement	0.0	0.0	-0.5	0.0	0.0	0.0	0.0
Cuirs; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	0.4	0.0	0.1	-0.1	0.0	0.1	0.1
Papier, carton et articles en papier et en carton	0.0	0.1	0.1	0.0	-1.6	0.1	-0.1
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.2	-0.1	0.0
Produits pétroliers raffinés	1.8	-0.2	0.3	-0.1	3.5	-0.6	0.0
Produits chimiques	0.2	0.5	1.3	-0.3	-0.4	-1.5	-1.7
Caoutchouc et matières plastiques	-0.3	0.8	-1.3	-0.1	-1.3	0.1	-0.6
Autres produits minéraux non métalliques	0.1	-0.1	0.9	0.0	-0.3	0.6	0.5
Produits métallurgiques de base	-0.2	-0.2	-2.1	-0.1	0.5	-0.7	-0.3
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	0.2	-0.1	-1.2	-0.1	0.5	-0.4	-0.2
Machines et matériel n.c.a.	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Machines et appareils électriques n.c.a.	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Autres matériels de transport	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0.0	-0.2	0.0	0.1	-0.6	-0.1	0.0
Produits de récupération	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU</b>	<b>0.2</b>	<b>0.3</b>	<b>0.4</b>	<b>0.0</b>	<b>1.4</b>	<b>0.4</b>	<b>0.5</b>
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	0.2	0.2	0.5	0.0	1.3	0.3	.4
Eau	0.1	0.1	-0.1	0.0	0.0	0.1	.0
<b>Indice Général</b>	<b>5.0</b>	<b>0.1</b>	<b>-1.6</b>	<b>-2.9</b>	<b>1.9</b>	<b>-8.7</b>	<b>-6.8</b>

(\*) données provisoire, CVS

Source : BCEAO

**Tableau A3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA (%)**

	Niveau moyen mensuel				
	2017	2018	2019	2020	
	mai	mai	mai	avril	mai.(*)
<b>NATURE DU DEBITEUR</b>					
Etat et organismes assimilés	6.84	4.08	6.20	4.22	5.75
Particuliers	8.23	8.63	9.74	6.99	7.97
Clientèle financière	6.52	8.02	8.15	6.63	5.31
Sociétés d'Etat et EPIC	5.69	5.12	5.93	5.77	5.41
Assurances-Caisses de retraite	5.95	8.01	7.74	7.15	7.77
Entreprises privées du secteur productif	6.68	6.49	6.53	6.17	6.07
Entreprises individuelles	6.44	6.65	6.61	8.45	6.45
Coopératives et groupements villageois	9.65	9.43	8.58	9.51	9.94
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	9.36	8.47	8.32	7.35	7.96
Personnels des banques	3.09	3.39	1.86	2.33	2.20
<b>Total</b>	<b>6.86</b>	<b>6.66</b>	<b>7.01</b>	<b>6.54</b>	<b>6.41</b>
<b>OBJET DU CREDIT</b>					
Habitation	8.06	7.67	7.25	7.60	7.53
Exportation	8.09	6.70	7.20	7.59	8.13
Equipement	7.25	8.04	7.81	7.19	7.50
Consommation	8.07	8.10	8.77	6.66	8.14
Trésorerie	6.54	6.23	6.27	6.02	5.75
Autres	6.99	6.44	8.20	7.49	7.32
<b>Total</b>	<b>6.86</b>	<b>6.66</b>	<b>7.01</b>	<b>6.54</b>	<b>6.41</b>
<b>DUREE DU CREDIT</b>					
inf ou égale à 1 mois	5.59	5.55	5.76	5.76	5.44
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	6.16	5.94	5.73	5.69	5.12
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	7.91	7.57	7.91	6.24	7.63
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	7.16	6.87	7.58	7.06	7.58
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	6.27	8.25	7.06	7.31	7.88
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	7.88	7.94	8.18	7.65	7.43
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8.46	8.33	8.08	7.25	7.54
Plus de 10 ans	6.24	4.58	6.94	6.10	5.21
<b>Total</b>	<b>6.86</b>	<b>6.66</b>	<b>7.01</b>	<b>6.54</b>	<b>6.41</b>

Source : BCEAO

**Tableau A4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA**

	cumuls mensuels (en mds)				Variation mensuelle (%)		Glissement annuel (%)	
	2018	2019	2020		2020		2020	
	mai	mai	avril	mai (*)	avril	mai.(*)	avril	mai.(*)
<b>Crédits bancaires totaux</b>	1145.63	1263.22	1275.89	1150.61	-6.54	-9.82	2.26	-8.91
Crédits aux particuliers	145.52	171.44	307.81	138.74	16.04	-54.93	109.36	-19.07
Crédits aux entreprises privées	620.92	673.6	645.77	688.07	-13.42	6.55	-12.99	2.15
Crédits aux entreprises du secteur public	96.73	75.41	39.62	33.49	0.81	-15.48	-8.15	-55.59
Crédits de trésorerie	757.02	780.61	667.78	768.91	-18.18	15.14	-22.71	-1.5
Crédits de consommation	159.46	162.66	237.58	127.95	-13.93	-46.14	86.03	-21.34
crédits d'équipement	81.69	146.23	148.85	105.52	53.98	-29.11	50.65	-27.84
Crédits d'habitation	12.83	13.4	21.29	14.19	73.29	-33.35	5.82	5.92

Source : BCEAO

**Tableau A5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement**  
(en milliards, sauf indication contraire)

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	En % des réserves requises
Bénin	52.2	49.2	106.2	4.2	1.1	385.1	56.4	112.2
Burkina	76.8	85.2	90.1	62.3	8.2	756.9	139.1	148.9
Côte d'Ivoire	222.0	168.8	131.5	529.7	109.7	483.0	751.7	269.9
Guinée-Bissau	3.6	2.6	140.5	9.7	1.8	553.4	13.3	308.4
Mali	54.9	92.2	59.5	7.2	6.0	119.6	62.1	63.2
Niger	39.6	34.9	113.6	7.2	0.9	778.5	46.8	130.7
Sénégal	69.8	89.3	78.1	138.9	63.9	217.4	208.7	136.2
Togo	40.6	29.5	137.4	20.2	11.2	180.8	60.8	149.3
<b>UMOA</b>	<b>559.5</b>	<b>551.8</b>	<b>101.4</b>	<b>779.5</b>	<b>202.8</b>	<b>384.3</b>	<b>1,339.0</b>	<b>177.5</b>

Source : BCEAO



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST